

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N°31 1 OCT 85

sommaire

EDITORIAL	P. 3
CHASSE : PLUS BÊTE QUE MOI TU MEURS	P. 4/5
CHASSEURS : NE TIREZ.....	P. 5
LA SKPNB	P. 5
MILIEUX NATURELS : LOI LITTORALE - MOTION DE L'URBE....	P. 6 à 8
LEGISLATION : LOI SUISSE	P. 9 à 13
TAXE PARAFISCALE SUR LES GRANULATS.....	P. 13
CONSEIL NAT. DE LA MONTAGNE	P. 14
LOI RELATIVE AUX INSTALLATIONS CLASSEES....	P. 15
INITIATIVES	P. 16/17
COLLOQUES	P. 17
PRIX, BOURSES	P. 18
PUBLICATION	P. 19
STAGES	P. 20



petites annonces

WANTED: OBJECTEUR

La Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature recherche :

un objecteur de conscience à partir du mois d'octobre 1985.

Travail : essentiellement administratif (constitution de dossiers, courrier, etc...), gestion d'un stock de papier recyclé, possibilité de travail scientifique suivant les compétences. Bonne motivation souhaitée.

Contacter Yves VERILHAC
Tél. (7) 889.81.24 Poste 41.28



F.R.A.P.N.A.

L'Union Régionale Champagne Ardenne pour la Nature et l'Environnement recherche :

deux objecteurs de conscience possédant une formation de naturaliste et disposant d'une maîtrise de biologie ou de géographie.

un pour le 1.12.85

Il sera chargé de la cogestion d'un bulletin trimestriel ainsi que de la conception et de la réalisation d'expositions.

lieu de travail. CHALONS/MARNE

l'autre pour le 1.05.86

Il sera chargé, dans le cadre de la Maison de la Nature située au bord du lac du Der (Hte Marne) de l'accueil du public, d'animations, de réalisation de supports divers, de vente de matériel, etc..

Logement sur place assuré.

Contacter :

URCANE
Secrétariat animation
2, rue Armand Chanteperrin
51000 CHALONS/MARNE
Tél. (26) 68.53.07

U.R.C.A.N.E.



L'Association PERCHE NATURE "La Maladrerie"
Sargé sur Braye- 41170 MONDOUBLEAU

recrute un(e) permanent(e) pour l'animation de ses activités (Poste FONJEP)

Profil recherché :

- . sens des relations publiques
- . organisation administrative
- . militant protection de la nature
- . expérience associative souhaitée
- . esprit d'initiative

Envoyer curriculum vitae à :

Dominique PILON
"La vinotterie"
La Chapelle Vicomtesse
41270 DROUE
Tél. (54) 80.11.05



La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : FFSPN - 57, rue Cuvier- 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

éditorial

ADIEU MONSIEUR HERNU.

LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FFSPN, RÉUNIE À CLERMONT-FERRAND LES 12 ET 13 FÉVRIER 1977, M. CHARLES HERNU SE VOYAIT ATTRIBUER L'UN DES TROIS PREMIERS PRIX CHARDON DÉCERNÉS PAR LES ASSOCIATIONS. LE MOTIF ? UNE HOSTILITÉ DÉCLARÉE AUX PROTECTEURS DE LA NATURE. M. HERNU FAISAIT ALORS PREUVE D'UNE AGRESSIVITÉ REMARQUABLE À L'ÉGARD DE TOUS CEUX QUI NE FAISAIENT PAS PREUVE D'UNE ADMIRATION BÉATE POUR LE NUCLÉAIRE CIVIL OU MILITAIRE (À CÔTÉ DE CEUX QUI PARMI NOUS ÉTAIENT OPPOSÉS AU PRINCIPE MÊME D'UN PROGRAMME NUCLÉAIRE - CE QUI EST UNE POSITION DÉFENDABLE - IL Y AVAIT AUSSI TOUS CEUX QUI S'INQUIÉTAIENT DES CONDITIONS DOUTEUSES DE SA MISE EN OEUVRE. EST-IL BESOIN DE RAPPELER LES AVATARS DU LIVRE BLANC CONTRADICTOIRE PROMIS À GRAND FRACAS PAR LE GOUVERNEMENT DE L'ÉPOQUE EN 1974, RÉALISÉ MAIS JAMAIS DIFFUSÉ...?).

LES PÉRIPÉTIES DE L'"AFFAIRE GREENPEACE" LAISSENT SUPPOSER QU'APRÈS AVOIR ACCÉDÉ À DES RESPONSABILITÉS D'ÉTAT, M. HERNU N'AVAIT POINT DÉSARMÉ. IL SEMBLE MÊME QU'IL AIT TROUVÉ DANS SON MINISTÈRE OU AILLEURS DES RESPONSABLES ET DES AGENTS TOUT PRÊTS À LE DEVANCER DANS L'ACTION. CE N'EST PAS ÉTONNANT À VOIR LA PARANOÏA DÉVELOPPÉE DANS CERTAINS MILIEUX CIVILS OU MILITAIRES DE L'ÉTAT À L'ÉGARD DE CEUX QUI PENSENT DIFFÉREMMENT EN MATIÈRE DE NUCLÉAIRE. CETTE PARANOÏA A RECUEILLI LES FRUITS DE SA LOGIQUE. UN PHOTOGRAPHE PACIFIQUE EN EST MORT.

PAR DELÀ LES INDIVIDUS, RESPONSABLES OU AGENTS D'EXÉCUTION, C'EST CETTE LOGIQUE QUI EFFRAIE. UN JOUR, CE SONT LES "ÉCOLOS" ANTINUCLÉAIRES, UN AUTRE, CE SERA CEUX QUI S'OPPOSENT À CE QUE TELLE OU TELLE ENTREPRISE D'ÉTAT DÉVASTE NOS MONTAGNES, NOS FLEUVES OU NOTRE LITTORAL, ETC.,

COMBLE DU PARADOXE, CE SONT AUJOURD'HUI LES RARES MILITAIRES QUI ONT EU LE COURAGE DE PERMETTRE, PARAÎT-IL, QUE SE FASSE JOUR LA VÉRITÉ SUR L'ATTENTAT D'AUCKLAND QUI SONT SUR LA SELLETTE! N'ONT-ILS PAS POURTANT OBÉI AUX PLUS HAUTS RESPONSABLES DE L'ÉTAT QUI DEMANDAIENT, IL Y A PEU, QUE TOUTE LA VÉRITÉ SOIT CONNUE ?

LA PARANOÏA POLITICO-MILITARO-ANTI-ÉCOLO... CONDUIT MAINTENANT À VOULOIR NOUS FAIRE PRENDRE DES VESSIES POUR DES LANTERNES. ELLE TENTE DE DISSIMULER DERRIÈRE UN RIDEAU DE FUMÉE CEUX QUI ONT PRIS LA RESPONSABILITÉ DE CET ACTE ABSURDE, MEURTRIER ET COÛTEUX QU'ÉTAIT LE PLASTICAGE DU RAINBOW WARRIOR. AU NOM DE QUOI ? LA FRANCE ÉTERNELLE ?

L'ON A PARLÉ CES TEMPS DE RAISON D'ÉTAT. IL S'EST MÊME TROUVÉ DES "RESPONSABLES" POUR CITER CETTE PHRASE ATTRIBUÉE À UN COMBATTANT DE LA GUERRE D'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS : "QU'IL AIT RAISON OU TORT, C'EST MON PAYS". QUEL DOMMAGE QUE CE NE SOIT LÀ QU'UNE CITATION TRONQUÉE ET QUE LA PHRASE ORIGINALE N'AIT PAS ÉTÉ INTÉGRALEMENT REDITE.

"RIGHT OR WRONG, MY COUNTRY. IF IT IS RIGHT, KEEP IT RIGHT. IF IT IS WRONG, MAKE IT RIGHT".

"QU'IL AIT RAISON OU TORT, C'EST MON PAYS" OUI BIEN SÛR, MAIS "S'IL A RAISON, GARDE -LE TEL. S'IL A TORT, REDRESSE -LE".

LA FRANCE A-T-ELLE RAISON DANS L'AFFAIRE GREENPEACE?

J.P. RAFFIN
24 SEPTEMBRE 1985

chasse

PLUS BÊTE QUE MOI TU MEURS...LA REVERIE D'UN CHASSEUR SOLITAIRE

LE 16 SEPTEMBRE DERNIER, UN PROCES PEU BANAL A EU LIEU AU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT. AU BANC DES ACCUSES SE TROUVAIT...LE GANG DES "PUANTS" : LA BELETTE, L'HERMINE, LE PUTOIS, LA MARTRE, LA FOUINE, LE BLAIREAU ET LE RENARD. LA DEFENSE A ETE REPRESENTEE PAR 7 AVOCATS PAS COMME LES AUTRES : 7 JEUNES FILLES ET GARCONS VENUS DE PROVINCE TOUT EXPRES POUR PLAIDER LA CAUSE DES PRETENDUS "NUISIBLES".

QUANT A LA PARTIE CIVILE QUI, A L'ORIGINE, DEVAIT ETRE REPRESENTEE PAR LES CHASSEURS, DELEGUES PAR LE COMITE D'INFORMATION CHASSE NATURE, ELLE N'A PAS DAIGNE VENIR. PAR CONTRE, ELLE A FAIT UN COMMUNIQUE DE PRESSE DONT VOUS TROUVEREZ LE CONTENU CI-APRES. A VOUS DE JUGER SI NOTRE TITRE LUI CONVIENT MIEUX !

NOUS PRECISONS QUE CE "PROCES EN REVISION DES "PUANTS" A ETE ORGANISE PAR LE JOURNAL "LA HULOTTE" ET L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES-ECRIVAINS POUR LA NATURE ET L'ECOLOGIE A L'OCCASION DE LA REMISE A MME BOUCHARDEAU, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DES 313 000 SIGNATURES EN FAVEUR DES "NUISIBLES".

NOUS LE FELICITONS DE CETTE IDEE ORIGINALE !

MUSTELIDES : SOYONS SERIEUX

Les représentants des chasseurs ne se prêteront pas à la mascarade du 16 septembre 85 organisée par les Journalistes-Ecrivains pour la Nature et l'Ecologie, au Ministère de l'Environnement : pas de "procès en révision" si l'affaire semble être jugée d'avance et si le tribunal n'est pas compétent.

Le problème des mustélidés en France est un dossier trop sérieux pour en débattre dans un procès enfantin qui risque d'envenimer les rapports entre les différentes catégories de protecteurs de la nature : les chasseurs font partie de ceux-là.

L'UNION NATIONALE DES FEDERATIONS DEPARTEMENTALES DE CHASSEURS et le COMITE NATIONAL D'INFORMATION CHASSE NATURE préféreraient que le Ministère de l'Environnement par exemple organise d'une façon formelle un colloque national avec les meilleurs spécialistes et les scientifiques qui étudient ces problèmes. Il apparaît que dans de nombreuses régions de France, les mustélidés voient leurs populations augmenter. Les campagnards ne piègent plus. Les gardes-chasse particuliers disparaissent et les petits prédateurs se multiplient à peu près partout.

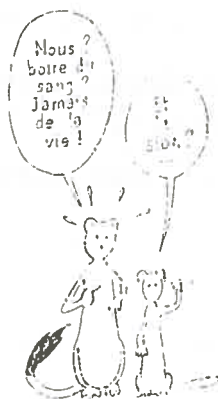
Ces espèces n'ont donc rien à craindre et il n'est absolument pas réaliste de demander leur totale protection... parce que l'on a obtenu (en 10 ans!) 313 000 signatures. "On ne gouver-

ne pas avec des pétitions" a dit le Ministre de l'Environnement et c'est la sagesse même. Il ne serait pas plus raisonnable de la part des chasseurs de présenter 1 850 000 signatures pour exiger l'éradication totale de ces espèces : ils ne le feront d'ailleurs pas, conscients que la nature qu'ils connaissent bien, est un édifice composé d'un ensemble d'équilibres et que la protection totale s'avère souvent aussi néfaste qu'une lutte pouvant aboutir à la disparition d'une espèce.

Organisons donc un colloque scientifique sérieux et laissons nos chers bambins à leur rôle d'écologues, afin qu'ils connaissent mieux l'orthographe, réapprennent le sens civique et sachent vaillamment entonner la Marseillaise !

Donc, procès en révision ajourné pour vice de forme et remis à plus tard devant une Chambre dont la compétence ne sera pas mise en doute

Comité d'information
chasse - nature





QU'EST CE QUE
CELA PEUT ETRE ?

SEPNB



CHASSEURS : NE TIREZ JAMAIS UN ANIMAL IMPAR FAITEMENT RECONNU

Il faut aujourd'hui compléter ce conseil en indiquant aux chasseurs que, désormais, le tir d'une espèce protégée pourra leur coûter très cher.

Lasse de voir que sur le terrain la loi de protection de la nature n'est pas appliquée avec rigueur et, qu'en particulier, chaque année de très nombreux oiseaux protégés sont tirés par des chasseurs conscients, la SEPNB a décidé, il y a deux ans, d'entreprendre des actions en justice systématiques. Cela est long en procédure, cela est coûteux mais si les associations n'agissent pas, il semble bien que personne ne le fera. Et l'on doit s'étonner de voir certaines administrations plus promptes à faire appliquer la loi que d'autres.

Les tribunaux ont suivi la SEPNB dans ses plaintes et ont reconnu l'intérêt général défendu par l'association. Amendes, dommages et intérêts, dépens... les sommes globales décidées par les juges sont à la hauteur de notre souhait d'une bonne dissuasion envers les mauvais chasseurs. Quelques exemples :

Tir de Grand Cormoran :	11 000 F
Tir de Harle huppé :	7 300 F
Tir de Faucon crécerelle :	9 000 F
Tir de 3 Bernaches cravants :	7 100 F
Pêche d'ormeaux :	6 600 F

Usage d'une arme prohibée
en période d'interdiction de chasse
et blessure involontaire d'un
enfant 5 500 F

M. JONIN
Secrétaire Général-SEPNB

LA CHASSE AU GIBIER D'EAU

LA SEPNB EN LIGNE DE MIRE

L'arrêté ministériel du 28 juin 1985 autorisait l'ouverture de la chasse au gibier d'eau du 28 juillet au 4 août.

Pendant la période précédant l'ouverture, la SEPNB a mené une campagne d'information auprès des maires du littoral sur l'aberration biologique qu'est la chasse d'été.

Le maire de SENE (MORBIHAN), sensible aux arguments scientifiques des protecteurs de la nature a pris un arrêté interdisant cette chasse sur le territoire de sa commune.

Les incidents ne se sont pas faits attendre... Dans la nuit du 21 au 22 juillet, la réserve de FALGUEREC, gérée par la SEPNB a été l'objet de la colère d'un commando, composé probablement de chasseurs de gibier d'eau de la commune de SENE.

Les panneaux de signalisation ont été recouverts de peinture et le stand d'information complètement saccagé.

Le préjudice est de l'ordre de 10 000,00F. !

De plus, le 21 juillet, dès le matin, une trentaine de chasseurs en rogne assiégeait la mairie.

Le maire de SENE n'a pu résister à cet argument fort des chasseurs qu'est la violence.

L'arrêté en question a été rapidement modifié.

La chasse est restée interdite sur la côte sud de la commune et de 9 h à 19 h sur le reste du territoire.

milieux naturels

LOI LITTORALE

MOTION DE L'URBE

A LA DEMANDE DE L'URBE, NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS UNE MOTION CONCERNANT LE LITTORAL. CETTE MOTION A TRAIT A UN PROBLEME DE FOND IMPORTANT. ELLE N'AVAIT PAS PU ETRE PRESENTEE AU VOTE DE L'ASSEMBLEE GENERALE POUR DES RAISONS TECHNIQUES.

Les associations affiliées à l'URBE ont eu connaissance de plusieurs projets de "Loi littorale" (10.10.84 , 28.01.85, 25.02.85). Elles avaient auparavant travaillé au sein de la commission "Milieux Marins" des Etats Régionaux de l'Environnement en Bretagne, lors de l'élaboration du Livre blanc. Elles avaient répondu à la consultation sur la loi littorale, lancée en 1983 par le Ministère de la Mer.

Après avoir examiné les projets de loi que leur a communiqués le Ministère de l'Environnement, elles ont exprimé leur inquiétude auprès des Ministères concernés, au sujet de l'ensemble de ces projets et de certains articles particuliers qui sont loin de répondre à l'attente des associations et aux préoccupations exprimées dans les instances de consultation auxquelles elles ont participé.

Pour le motif que les textes jusqu'ici proposés font craindre une nette régression dans l'arsenal des dispositions légales destinées à protéger le littoral l'URBE demande :

1) que soit affirmé, sans équivoque, que l'objet de la loi est en priorité de faire respecter et de protéger, par des textes législatifs, la vocation première du littoral comme gisement de ressources vivantes et zones d'échanges écologiques, cette vocation commandant toutes les autres et soumettant toutes opérations de mise en valeur et d'aménagement aux impératifs de cet objectif prioritaire.

2) que, dans l'essentielle référence à l'intérêt général dont l'Etat a la charge, apparaissent

la responsabilité de l'Etat quant au maintien des équilibres naturels et la continuité de son autorité pour garantir l'inaliénabilité du domaine maritime.

3) que soient définies, au niveau régional, les zones d'intérêt écologique en faisant appel à des conseils scientifiques siégeant réglementairement dans les instances chargées de les définir, que les pouvoirs étendus soient donnés au Conservatoire de l'Espace Littoral, en particulier pour qu'il intervienne dans ces instances, et que l'obligation de consulter les associations agréées, pour la définition des zones d'intérêt écologique soit inscrite dans les textes.

4) que soient maintenues les dispositions de la Directive de 1979 et renforcée son autorité, que les règles des POS ne puissent l'emporter sur les lois et directives qui protègent (ou devraient protéger) l'environnement et que la loi soit un instrument efficace pour lutter contre ses détournements avec l'introduction de la notion de la délinquance écologique.

5) en conclusion, les associations préféreraient le statu-quo, avec une application rigoureuse des réglementations actuelles, à une loi littorale ouvrant largement la porte aux interprétations laxistes de ceux à qui le transfert des compétences a donné le pouvoir de décision et qui n'ont manifesté, jusqu'ici, que très rarement le souci de la gestion à long terme de nos richesses naturelles et de protection de notre patrimoine, véritables intérêts nationaux.

LES ZONES HUMIDES LITTORALES

89389. - 3 juin 1985. - M. Bernard Stael expose à M. le ministre de l'agriculture que le maintien des zones humides littorales à l'état naturel ou peu transformé, à l'instar de l'exemple américain de reconstitution de marais supprimés, ou de la diversité biologique liée à la diversité des exploitants du sol et aux qualités intrinsèques de chaque région naturelle, présente une importance fondamentale sur le plan économique. Il convient de rappeler, sans même évoquer les conséquences du programme d'assèchement de 90 000 hectares de marais vendéen, que sous prétexte de valorisation agricole, dans le marais Vernier, situé dans une boucle de la Sèvre, d'importants travaux de drainage ont été entrepris conjointement au lancement d'une vaste opération de promotion pour l'assèchement des zones humides, avec fits du ministère de l'agriculture et mise en place d'une ferme pilote. Cette opération, qui s'est soldée par un échec retentissant illustré par les ruines de la ferme modèle, a entraîné une diminution drastique de la faune et de la flore avec désertion d'espèces d'oiseaux hivernants rares en France. La mise en réserve naturelle d'une partie de ce marais s'est d'ailleurs accompagnée d'une tentative de restauration dont l'objectif est de retrouver la richesse spécifique « prairiale » antérieure. Le bilan d'aménagement des marais de la Vienne est tout aussi désastreux. La confrontation entre les objectifs initialement fixés à ce programme est hors de proportion avec les résultats obtenus. Une étude, dont l'impartialité ne saurait être suspectée, du bureau Ouest aménagement pour l'O.N.C., souligne que la valorisation de ces marais se solde également par un échec technique, économique et psychologique. L'amélioration des sols et des productions est sans commune mesure avec l'ampleur et le coût des travaux ; les agriculteurs sont découragés et la diminution de la population active agricole n'a pas été freinée. S'ajoutent à cet échec les impacts négatifs de ces aménagements sur d'autres activités professionnelles telles que la mytiliculture et la pêche côtière, ainsi que la disparition d'un patrimoine naturel remarquable. Les inondations persistent, mais leur brutalité d'apparition et de disparition ne permettent plus à des milliers d'oiseaux d'hiverner sur les marais. L'arrêt des remontées d'eau de mer a considérablement appauvri la richesse de la zone intertidale. Aussi, il lui demande s'il considère, en premier lieu, que les travaux de dessèchement des marais et la reconquête des zones humides pour leur mise en exploitation agricole présentent toujours le caractère d'intérêt général que leur confère l'article 175 du code rural. Il lui demande, en second lieu, s'il entend infléchir les choix politiques et administratifs afférents à la maîtrise de l'eau en agriculture proposés par le rapport Sablin (Conseil économique et social, en 1978) et retenus par la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 notamment, le drainage de quatre millions d'hectares pour les prochaines années. Des aménagements, dans le respect des engagements de la France dans le domaine de la protection des milieux, prenant beaucoup plus en compte les particularités locales, tant humaines que naturelles, seraient sans doute moins coûteux, moins dévastateurs pour l'environnement et plus efficaces sur le plan agricole, que des projets visant à artificialiser à outrance des systèmes déjà fragiles sur le plan économique.

Réponse. - Toute œuvre d'aménagement et de gestion du territoire rural doit permettre au premier chef la sauvegarde du patrimoine national et la préservation des grands équilibres écologiques. S'agissant des zones humides, la reconstitution ou le simple maintien « de la diversité biologique liée à la diversité des exploitants du sol et aux qualités intrinsèques de chaque région naturelle » appellent, dans la majorité des cas, une action d'aménagement ou d'entretien des sols et des plans d'eau, afin de maintenir un tissu suffisamment dense d'activités économiquement viables de manière à contribuer de façon stabilisante à la pérennité de la multifonctionnalité de ces espaces. Certains exemples du passé cités par l'intervenant sont là, en effet, pour rappeler certains méfaits de dessèchements excessifs. Les enseignements tirés a posteriori de ces procédés d'aménagement trop exclusifs ont été intégrés au volume toujours grossissant des références et des connaissances issues des recherches et des expérimentations entreprises depuis une dizaine d'années sur ces milieux, grâce aux financements de la collectivité publique. Depuis plus d'un an, la plupart de ces actions ou réflexions sont menées conjointement par les ministères de l'agriculture et de l'environnement dans le cadre de leur communication commune

du 6 avril 1984. Mais le nécessaire débat sur les options à retenir ne pourra être efficace qu'une fois dissipée la confusion encore trop fréquente entre les vocables « terres hydromorphes justiciables d'un drainage » et « terres ou zones humides ». Les quatre millions d'hectares à drainer évoqués par l'intervenant appartiennent à la première catégorie de terres dites « hydromorphes » et leur éventuel drainage n'a aucun rapport avec les travaux de dessèchement de marais dont l'opportunité peut effectivement se discuter. Les études pluridisciplinaires qui seront engagées en vue de l'aménagement hydro-agricole de ces terres

devront confirmer ce fait ou contribuer à réorienter les projets des maîtres d'ouvrages. En participant au développement du drainage le ministère de l'agriculture entend promouvoir des opérations de maîtrise des eaux excédentaires à la parcelle dont l'opportunité, les modalités d'exécution ainsi que les conditions de maintenance et de mise en valeur agronomique et économique soient raisonnées dans le cadre d'ensemble des actions d'amélioration des conditions de production conduites par les exploitants agricoles, au sein de leurs régions naturelles. Pour appuyer cette politique, 70 secteurs de référence de drainage ont déjà été créés et 57 départements en bénéficient à ce jour. La poursuite de cette action devrait permettre de progresser encore, comme le souhaite l'auteur de la question, dans le sens d'une meilleure prise en compte des particularités locales tant humaines que naturelles.

LE DRAINAGE DES TERRES HUMIDES

71548. - 8 juillet 1985. - M. Jean Falala expose à M. le ministre de l'agriculture que le drainage des terres humides peut être effectué soit avec le concours du génie rural, soit simplement à la diligence de simples particuliers et sans contrôle. Il

semble que ce drainage ne donne pas toujours lieu aux précautions indispensables à la sécurité et à l'intégrité du voisinage. Les eaux drainées sont souvent envoyées vers le voisinage sans se soucier des effets qu'elles peuvent avoir. C'est ainsi que des colmateurs déversent ces eaux dans des ruisseaux qui sont la propriété de riverains et non du domaine public. Or les opérations de drainage constituent une modification, au moins dans le temps, du cours naturel des eaux qui se trouve parfois fortement accéléré. Le filtrage par le sol est considérablement réduit. Les deux conséquences néfastes de certaines interventions artificielles sur le ruissellement sont l'afflux rapide au ruisseau qui peut conduire au débordement et surtout l'apport massif dans le cours d'eau récepteur des produits chimiques toxiques (engrais et produits de traitement phytosanitaires) notamment après un orage. Pour les propriétaires situés en aval du collecteur le danger d'empoisonnement d'animaux en pâture s'abreuvant au ruisseau est réel. La pollution ainsi provoquée peut aussi atteindre les truites qui habitent ce cours d'eau. Éleveurs et sociétés de pêche sont donc souvent les victimes d'un drainage mal étudié. Il lui demande si des dispositions existent actuellement qui permettraient à un propriétaire de ruisseau de s'opposer au déversement en amont par des voisins peu scrupuleux des eaux drainées et matières toxiques qu'il transporte. Si une telle réglementation n'existe pas il lui demande si son intention est d'en élaborer une en accord avec son collègue Mme le ministre de l'environnement, car il n'est pas possible de continuer à s'accommoder d'abus de plus en plus fréquents.

Réponse. - La législation relative à l'écoulement des eaux excédentaires provenant des terres agricoles concerne à la fois le droit privé et le droit public. Au plan du droit privé, les articles 640 et suivants du code civil régissent les écoulements naturels. S'agissant des eaux provenant du drainage des terres agricoles, ce sont les articles 135 et suivants du code rural qui s'appliquent ; ceux-ci disposent notamment que les servitudes instituées pour la réalisation d'ouvrages spécifiques destinés à favoriser de tels écoulements peuvent donner lieu à indemnité au profit du propriétaire du fonds servant. Au plan du droit public, les déversements dans les cours d'eau non domaniaux sont soumis aux dispositions des articles 103 et suivants du code rural relatifs à la police des eaux. Cette législation s'applique dans la

mesure où le régime des eaux est susceptible d'être modifié par la construction d'ouvrages, ceux-ci devant être, en tout état de cause, autorisés et réglementés par l'autorité administrative chargée de la police des eaux. D'autre part, dans les domaines expérimental et scientifique, des études ont été entreprises par le Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts (Cemagref) et les services régionaux d'aménagement des eaux (S.R.A.E.) respectivement sur les problèmes quantitatifs et qualitatifs posés par les eaux de drainage. Ces problèmes entrent, aussi, dans les préoccupations du comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates et les phosphates (Corpen) mis en place dès le début de l'année 1984 par les ministères de l'agriculture et de l'environnement. En outre, certaines de ces études sont menées au sein de secteurs de référence-drainage dont 70 sont actuellement engagés en France comme actions pilotes au niveau des petites régions agricoles. Quelques enseignements ont déjà pu être tirés de ces recherches et expérimentations : ainsi, du point de vue quantitatif, les travaux d'assainissement agricole par ouverture ou rectification de fossés peuvent provoquer une accélération sur l'écoulement des eaux et, s'ils protègent les zones agricoles situées à l'amont, ils peuvent accroître les risques de crues à l'aval. Un aménagement judicieux des zones d'écoulement et d'épandage des crues peut permettre d'y remédier, et l'on se préoccupe actuellement de mettre au point et de diffuser les techniques correspondantes. Par contre, il apparaît, dans beaucoup de cas, que le drainage peut retarder et atténuer les crues en favorisant une meilleure infiltration de l'eau dans le sol. En ce qui concerne l'aspect qualitatif, les premières synthèses hydrobiologiques faites sur des réseaux existants ont montré une grande diversité de résultats due essentiellement aux poids des différents paramètres que sont les contextes climatologiques, pédologiques et les pratiques agricoles. Le drainage peut accélérer l'entraînement vers les eaux superficielles de fertilisants ou de résidus de pesticides. Mais il peut aussi avoir des effets positifs au regard de la qualité des eaux en rendant possibles des apports fractionnés des engrais azotés et plus généralement en permettant une meilleure maîtrise de la nutrition des plantes qui limite autant que possible les pertes d'éléments fertilisants vers les eaux superficielles ou souterraines.

ASSECHEMENT DES MARAIS - ETUDES D'IMPACT

00920. - 27 mai 1985. - M. Bernard Stasi expose à M. le ministre de l'Agriculture que le décret du 12 octobre 1977, contrairement à ce qu'avait imposé le législateur, dresse un tableau exhaustif des ouvrages ou travaux soumis à l'étude d'impact d'après les critères liés à la nature des travaux, à leur taille et à leur coût. Il en résulte que les ouvrages ou les travaux susvisés, qui ne sont pas mentionnés dans ce décret, sont exclus du champ d'application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature. Se référant à des déclarations de scientifiques éminents, dont l'objectivité ne saurait être mise en cause, il lui demande de lui confirmer si des travaux hydrauliques de grande ampleur peuvent échapper aux dispositions de l'article 2 de la loi précitée, par la substitution au terme « aménagement » de l'expression « assainissement et valorisation des terres agricoles ». Par ailleurs, il lui demande s'il envisage de faire de l'étude d'impact applicable aux travaux d'hydraulique agricole visés à l'article 175 du code rural, et tout particulièrement aux opérations d'assèchement des marais et des zones humides, une étude de recherche optimale partant sur le bien-fondé du projet, la rationalité de l'investissement, le choix du

site, et non plus une étude catégorielle excluant de son champ d'application le domaine éconotique et justifiant le parti-pris des aménageurs. En effet, le maintien des zones humides à l'état naturel ou peu transformé, au de la diversité biologique liée à la diversité des exploitants du sol et aux qualités intrinsèques de chaque région naturelle, revêt désormais une importance fondamentale au plan économique et écologique, et impose une lecture scripturaire de l'article 2 de la loi précitée. Une étude d'environnement, comme celle accompagnant le schéma d'aménagement des marais de l'Ouest, destinée à définir les zones les plus intéressantes et les plus fragiles, se traduira vraisemblablement par des solutions ponctuelles (création de réserves naturelles, mise en œuvre d'une réglementation spécifique) qui ne constituent que des palliatifs et n'appartiennent pas de réponse adaptée à des problèmes globaux, touchant au mode d'exploitation agricole ou à la régression spectaculaire des zones humides de l'Ouest, aux conséquences très néfastes sur les milieux naturels. Au contraire, une étude, s'inspirant des méthodes comparatives utilisées par les biologistes et les économistes américains, qui aurait pour objectif la connaissance de la valeur réelle des zones humides, et qui s'efforcerait d'établir un inventaire complet de leurs fonctions et caractéristiques pour déterminer, ensuite, leur valeur en termes socioéconomiques et financiers, aboutirait à un processus de décision cohérent.

Réponse. - De façon générale, les travaux d'hydraulique agricole non mentionnés dans le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 et ses annexes sont soumis à études d'impact dès que leur montant dépasse le seuil fixé réglementairement. Plus particulièrement à ce sujet, le ministère de l'Agriculture a toujours considéré que, les travaux d'assainissement agricole appartenant bien aux actions d'aménagement des eaux telles qu'elles sont définies à l'article 175 du code rural, toute substitution de termes comme celle évoquée par l'intervenant, notamment, ne saurait conduire à soustraire ce genre de travaux de l'application des textes, et cela d'autant plus que l'interprétation de la rubrique n° 11 de l'annexe n° 1 au décret précité a toujours été voulue restrictive et limitée à l'assainissement des agglomérations. Récemment encore cette logique a prévalu dans l'élaboration des décrets d'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, et les travaux agricoles visés à l'article 175 ont été inclus de façon explicite dans le champ d'application de la loi. Sur le plan des procédures et du contenu des études d'impact, le ministère de l'Agriculture estime que la mise en œuvre de ces études relève de façon générale des prescriptions réglementaires. Par contre, depuis quelques années, il s'efforce de promouvoir des démarches d'aménagement hydro-agricole pluridisciplinaires : c'est ainsi que, pour les zones humides notamment, les problèmes d'aménagement et de gestion ont fait l'objet de réflexions et d'actions conjointes de la part des ministères de l'Agriculture et de l'environnement dans le cadre de la communication commune du 6 avril 1984. De nombreux efforts de recherches et d'expérimentations restent encore à faire à ce titre pour acquérir les références et les méthodologies spécifiques aux différents milieux ; mais, toutefois, il est clair que la prise en compte des usages multiples de ces espaces et que le nécessaire arbitrage des conflits qui en résulte se sont imposés désormais à une majorité d'acteurs. Le schéma d'aménagement des marais de l'Ouest pris en exemple avait bien été lancé il y a quelques années déjà, suivant une démarche de ce type ; aussi, la création de réserves naturelles et la mise en œuvre d'une réglementation spécifique que semble craindre l'intervenant dans ces régions n'étaient certainement pas retenues dans les objectifs principaux des études d'alors et ne seront en aucun cas le fait du ministère de l'Agriculture.

Source : Assemblée Nationale
questions et réponses 26.8.85

législation

LES LOIS SUR LA PROTECTION DE LA NATURE A L'ETRANGER

LA LOI SUISSE (SUITE)

DANS LE N° PRECEDENT, NOUS AVONS PUBLIE LA LOI FEDERALE SUISSE SUR LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU PAYSAGE. AUJOURD'HUI, NOUS REPRODUISONS LE DECRET D'APPLICATION DE CETTE LOI.

Ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage

(Du 27 décembre 1966)

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'article 26 de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966¹⁾ sur la protection de la nature et du paysage,

arrête :

I. Organes fédéraux

Article premier

¹ Le Département fédéral de l'intérieur (dénommé ci-après « département ») est chargé de l'exécution de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966¹⁾ sur la protection de la nature et du paysage (dénommée ci-après « loi »), sous réserve des tâches à accomplir par les autres services fédéraux aux termes des articles 2 à 12 de la loi. La Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage et la Commission fédérale des monuments historiques l'assistent comme organes consultatifs.

² L'Inspection fédérale des forêts s'occupe des tâches administratives; elle assure notamment le secrétariat de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage.³⁾ Les questions de protection du patrimoine national (Heimatschutz) en rapport avec la conservation des monuments historiques seront traitées en liaison avec le Secrétariat du département.

Art. 2

¹ La Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (dénommée ci-après « commission ») est l'organisme consultatif faitier de la Confédération pour les affaires touchant cette protection.

² Elle a notamment les tâches suivantes:

- a. Conseiller le département et coopérer à l'application de la loi et de ses dispositions d'exécution;
- b. Encourager la collaboration entre les autorités fédérales, d'une part, et les cantons ainsi que les associations et institutions nationales de la protection de la nature et du paysage, d'autre part;
- c. Donner son avis aux autorités fédérales et cantonales sur des questions de protection de la nature et du paysage.

2. Composition

¹ La commission, composée du président, de 2 vice-présidents, et de 12 autres membres, est nommée par le Conseil fédéral sur proposition du département pour une période de quatre ans. Le Conseil fédéral en désigne le président et les vice-présidents.

² La commission sera composée de manière que les différents genres d'activité et les diverses régions linguistiques y soient équitablement représentés.

³ L'Inspection fédérale des forêts et le Secrétariat du département sont invités aux séances de la commission et des sous-commissions; ils y ont voix consultative.

Art. 4

¹ La commission nomme un comité de travail composé du président et de 2 membres.

² La commission nomme une sous-commission pour les questions de protection de la nature et une autre pour les questions de protection du patrimoine national (Heimatschutz). En accord avec le président de la commission plénière, les sous-commissions font leurs propositions directement à l'Inspection fédérale des forêts. Leur secrétariat est assuré par l'Inspection fédérale des forêts.¹⁾

³ Des sous-comités peuvent être formés pour l'étude de problèmes particuliers; ils font leurs propositions à une sous-commission ou au président de la commission plénière.

Art. 5

¹ La commission est convoquée par son président; elle doit se réunir, en outre, lorsque 2 membres en font la demande par écrit.

² L'ordre du jour est établi par le président. En règle générale, il sera envoyé aux membres dix jours avant la séance.

4. Convocation

Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
1. Tâches

Département de l'intérieur et commissions

3. Sous-commissions et comités

Art. 6

¹ Les expertises sont faites par la commission plénière dans les cas importants et par des délégations de la commission désignées par le président dans les autres cas; avant de se prononcer, la commission et les délégations donneront à la commission cantonale pour la protection de la nature et du paysage ou, à défaut d'une telle commission, à l'autorité cantonale compétente, l'occasion de s'exprimer.

5. Expertises

² Dans des cas particuliers, le président peut faire appel, avec l'accord du département, à des experts choisis en dehors de la commission.

³ Les expertises porteront notamment sur les questions relatives à l'achat ou à la sauvegarde d'objets dignes de protection et sur les mesures en vue de ménager ou de conserver intacts ces objets. Le cas échéant, il s'agira de donner des conseils ou de diriger des travaux, ou encore d'exercer un contrôle sur les objets pour lesquels la Confédération a accordé son aide. Les expertises et rapports sont établis à l'intention du président de la commission.

⁴ La fonction d'expert est, dans une même affaire, incompatible avec une collaboration à un autre titre.

Art. 7

Le président fait chaque année rapport au département sur l'activité de la commission. Il le renseigne au fur et à mesure sur les affaires importantes et demande, le cas échéant, ses instructions.

6. Rapport au département

Art. 8

¹ Les indemnités des membres de la commission et des experts chargés de tâches spéciales sont celles que prévoient les prescriptions de la Confédération relatives aux indemnités journalières et de voyage des membres des commissions et des experts.

7. Indemnités

² Le président de la commission et les présidents des sous-commissions reçoivent en outre une indemnité annuelle forfaitaire, dont le montant est fixé par le département en accord avec le Département fédéral des finances et des douanes.

Art. 9

8. Délimitation des tâches

En cas de divergences de vues sur le point de savoir si une affaire doit être traitée par la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage ou par la Commission fédérale des monuments historiques, le chef du département décide définitivement de l'attribution; il peut notamment prononcer que les deux commissions traiteront l'affaire en commun.

Art. 10

9. Inspection fédérale des forêts¹⁾

L'inspection fédérale des forêts s'occupe de toutes les tâches administratives se rapportant à l'activité de la commission. Elle doit notamment:

- Assurer la liaison avec les autres divisions de l'administration fédérale, les autorités cantonales et les associations suisses pour la protection de la nature et du paysage, notamment avec le Bureau technique de la Ligue suisse de sauvegarde du patrimoine national;
- Procéder à l'examen préliminaire des demandes de subvention et les transmettre aux services compétents au vu de l'avis de la commission. S'occuper de la correspondance avec les requérants, examiner les décomptes et faire les paiements;
- Collaborer à l'établissement des inventaires fédéraux et à leur révision régulière;
- Veiller sur les objets protégés propriété de la Confédération, à moins que la garde n'en soit confiée à d'autres organes;
- Assurer la coordination en matière d'expertises au sens des articles 7 à 9 de la loi.

II. Protection de la nature et du paysage lors de l'accomplissement de tâches de la Confédération

Art. 11

Devoir des services fédéraux

¹ Dans l'accomplissement de leurs tâches au sens de l'article 3 de la loi, les services de la Confédération et des instituts et établissements doivent:

- Se mettre en relation de leur propre chef et sitôt que possible avec les services fédéraux ou cantonaux de la protection de la nature et du paysage et demander leur avis au sujet des cons-

tructions et des installations de la Confédération; l'article 11 de la loi est réservé;

- Se mettre en relation avec les services fédéraux ou cantonaux de la protection de la nature et du paysage et, au besoin, leur demander une expertise au sens des articles 7 à 9 de la loi avant d'accorder des concessions, des autorisations et des subventions. Ils peuvent demander aux requérants un rapport sur la manière dont ils pensent tenir compte des exigences de la protection de la nature et du paysage;

- S'employer auprès des requérants visés sous lettre b pour qu'ils tiennent compte des exigences de la loi déjà lors du choix du lieu de situation des ouvrages.

² L'inspection fédérale des forêts est à la disposition des services fédéraux pour les conseiller dans l'accomplissement de ces tâches.

³ L'inspection fédérale des forêts peut demander qu'il lui soit donné connaissance en tout temps des documents nécessaires pour juger des affaires traitées. Elle sera renseignée sur tous les avis et expertises que des services fédéraux auront requis des cantons.

⁴ Les décisions prises ensuite d'expertises au sens des articles 7 à 9 de la loi seront aussi notifiées à l'inspection fédérale des forêts; celle-ci en informera les collectivités de droit public et les organisations pour la protection de la nature et du paysage autorisées à user de voies de droit en vertu de l'article 12 de la loi.

Art. 12

Les inventaires selon l'article 5 de la loi sont élaborés et réexaminés par la commission en étroite collaboration avec les cantons et les associations pour la protection de la nature et du paysage qui sont d'importance nationale.

Elaboration des inventaires

III. Allocation des subventions fédérales

Art. 13

¹ Toute demande de subvention fédérale au sens des articles 13 et 18, 3^e alinéa, de la loi doit être adressée par écrit et motivée à l'inspection fédérale des forêts. Les subventions pour des travaux seront demandées avant la mise en chantier.

1. Contenu de la demande

² La demande doit, en règle générale, contenir:

- Une description de l'objet ainsi que des renseignements sur son importance pour la protection de la nature et du paysage et pour l'aménagement local et régional du territoire;
- Un extrait de la carte nationale et une copie du plan du registre foncier, ou d'autres documents permettant de situer l'objet;
- Des indications sur les conditions de propriété actuelles et à venir ainsi que, le cas échéant, sur les servitudes existantes;
- Une description, un exposé détaillé des motifs et un devis des mesures envisagées; si nécessaire, des plans y seront joints;
- Des indications sur la durée des mesures de protection prévues;

- f. Des indications sur la situation financière du requérant;
- g. Des indications sur les moyens financiers à disposition et, éventuellement, sur ceux qui peuvent être obtenus de tiers;
- h. Les expertises déjà faites.

² En cas d'agrandissement de l'objet ou d'extension du programme de travail entraînant une augmentation des frais, une demande complémentaire motivée sera faite à temps.

⁴ L'Inspection fédérale des forêts transmet la demande à la commission, qui, après examen, présente un rapport et des propositions indiquant si une subvention doit être allouée et son montant.

Art. 14

¹ La subvention est fixée en pour-cent des frais entrant en ligne de compte, avec indication d'un montant maximum. Le taux est le suivant, selon la capacité financière du canton:

- a. 10 à 15 pour cent pour des objets d'importance locale;
- b. 15 à 25 pour cent pour des objets d'importance régionale;
- c. 20 à 40 pour cent pour des objets d'importance nationale.¹⁾

² La subvention fédérale est subordonnée à l'octroi pour le même objet d'une subvention cantonale qui atteindra, selon la capacité financière du canton:
133 à 250 pour cent au moins de la subvention fédérale pour les objets d'importance locale;
100 à 233 pour cent au moins de la subvention fédérale pour les objets d'importance régionale;
75 à 250 pour cent au moins de la subvention fédérale pour les objets d'importance nationale.¹⁾

³ Les subventions accordées par des communes ou d'autres corporations de droit public peuvent être comprises dans le montant alloué par le canton.

Art. 15

¹ Lors de travaux d'entretien et de rénovation, des subventions peuvent être allouées pour les frais de mesures exécutées en raison du caractère et de la valeur de l'objet pour la protection de la nature et du paysage. Entre également en ligne de compte la partie des horaires d'architecte et d'ingénieur afférente à ces frais.

² Les frais relatifs à des travaux et à des mesures exécutés uniquement en vue du meilleur rapport d'un objet n'entrent pas en ligne de compte pour la subvention.

Art. 16

Une subvention allouée pour des mesures en faveur d'objets dignes de protection peut être liée, notamment, aux conditions ci-après:

- a. Mise sous protection permanente ou pour une durée limitée de l'objet;
- b. Conservation de l'objet dans un état conforme au but de la subvention tant que dure la protection et exclusion de toute modification, sauf autorisation de l'autorité qui a alloué la subvention¹⁾;
- c. Inscription au registre foncier de toutes les obligations permanentes comme servitudes au profit de la Confédération ou du canton;
- d. Présentation de rapports périodiques sur l'état de l'objet par le bénéficiaire de la subvention;
- e. Remise sans frais à la commission, par le bénéficiaire, des plans, photographies, etc., dont elle a besoin;
- f. Droit accordé à des représentants du département de contrôler en permanence l'état de l'objet;
- g. Accès permis au public dans la mesure compatible avec la destination de l'objet;
- h. Annonce immédiate à l'Inspection fédérale des forêts de tout changement dans la situation juridique de l'objet;

- i. Apposition d'inscriptions durables donnant connaissance des mesures prises ainsi que du concours et de la protection de la Confédération; le texte et le mode d'exécution des inscriptions seront préalablement soumis à l'approbation de l'Inspection fédérale des forêts.

Art. 17

4. Compétence pour allouer les subventions

Les subventions au sens des articles 13 et suivants de la loi sont allouées:

- a. Jusqu'à 100 000 francs par cas, par l'Inspection fédérale des forêts, en accord avec l'Administration fédérale des finances;
- b. De 100 000 à 500 000 francs par cas, par le département en accord avec le Département fédéral des finances et des douanes;
- c. Au-dessus de 500 000 francs par cas, par le Conseil fédéral.

Art. 18

5. Paiement des subventions

Les subventions sont payées:

- a. Pour l'acquisition d'objets: en un versement unique, au vu du contrat de vente;
- b. Pour les baux à ferme et à loyer, pour des frais de surveillance et de garde ou d'autres mesures de sauvegarde: par des versements annuels, au vu des contrats;
- c. Pour la constitution de servitudes: par des versements uniques ou périodiques;
- d. Pour les travaux et les mesures: après leur achèvement, au vu d'un compte détaillé avec pièces justificatives; si l'exécution est de longue durée, des acomptes pourront être payés au prorata de l'avancement des travaux.

Art. 19

6. Contrôle annuel des frais

Pour les travaux et mesures dont l'exécution demande plus d'un an, un état provisoire sera adressé jusqu'au 1^{er} novembre à l'Inspection fédérale des forêts sur les frais occasionnés jusqu'à cette date.

Art. 20

7. Liste des objets protégés

¹ L'Inspection fédérale des forêts tient la liste des objets pour lesquels la Confédération a alloué une subvention et qui sont placés sous sa protection. La liste contient une description exacte des objets, indique les propriétaires, la date de la mise sous protection et le mode de signalisation. Tout changement, notamment en ce qui concerne l'étendue, la destination, les droits de propriété ou la configuration d'un objet, y est noté au fur et à mesure.

² Il sera donné connaissance périodiquement aux cantons de la liste mise à jour.

Art. 21

Lorsque la commission constate que les conditions imposées relativement à un des objets placés sous la protection de la Confédération ne sont pas observées ou si elle relève d'autres manquements, elle en informe le département; celui-ci prend les mesures nécessaires (demande de restitution de subventions, demande de dommages-intérêts, dénonciation selon l'art. 24, 1^{er} al., de la loi, exécution d'office).

8. Inobservation d'engagements

Art. 22

¹ Les associations pour la protection de la nature et du paysage d'importance nationale qui prétendent une subvention fédérale au sens de l'article 14 de la loi doivent en faire la demande avec motifs à l'appui. La requête contiendra des renseignements détaillés (comptes et rapports) qui permettent de juger dans quelle mesure les frais de leur activité peuvent donner lieu à une subvention dans l'intérêt public.

² Par activité exercée dans l'intérêt public, il faut entendre les prestations des associations qui incomberaient sans cela à la communauté, telles que la charge de veiller sur les réserves ainsi que sur les édifices et sur l'aspect de localités dignes de protection, l'étude des subventions à allouer pour des objets, les travaux préparatoires pour les inventaires et pour la protection et la conservation du paysage, les conseils en matière de construction, les cours sur la protection de la nature et du paysage, l'information des autorités et du public (à l'exclusion de discussions politiques de tout genre) et la remise de matériel d'enseignement aux écoles.

³ Les demandes de subvention seront adressées au département; celui-ci décide en accord avec le Département fédéral des finances et des douanes.¹⁾

9. Subventions aux associations pour la protection de la nature et du paysage qui sont d'importance nationale

Anemone silvestris	l'anémone des collines
Pulsatilla vulgaris	l'anémone pulsatille
Adonis vernalis	l'adonis
Papaver alpinum	le pavot des Alpes
Papaver aurantiacum	le pavot rhétique
Sempervivum Wulfeni	la joubarbe jaune
» grandiflorum	
Dicamnus albus	le dictame fraxinelle

latin

français

Daphne Cneorum	le daphné camélée
Daphne alpina	le daphné des Alpes
Eryngium alpinum	le chardon bleu
Androsace, toutes les espèces	l'androsace, toutes les espèces
Armeria, toutes les espèces	l'arméria ou statice, toutes les espèces
Eritrychium nanum	la mousse bleue
Dracocephalum, les deux espèces	la tête-de-dragon, les deux espèces
Artemisia, toutes les petites espèces alpines	le genépis, toutes les petites espèces alpines

Art. 24

¹ En complément de la liste des animaux figurant dans la loi fédérale du 10 juin 1925 ¹⁾ sur la chasse et la protection des oiseaux, les animaux suivants sont protégés en vertu de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 ²⁾ sur la protection de la nature et du paysage:

Animaux protégés

latin

français

Chiroptera	toutes les chauves-souris
Reptilia	tous les reptiles (serpents, lézards, orvets)
Amphibia	tous les batraciens (grenouilles, crapauds, salamandres, tritons)
Formica rufa	le groupe des fourmis rouges

² Sauf autorisation selon l'article 22, 1^{er} alinéa, de la loi, il est interdit:

- De tuer ou de capturer les animaux de ces espèces pour se les approprier, d'en endommager, de détruire ou d'emporter pour se les approprier les œufs, les larves, les pupes, les nids ou les lieux d'incubation;
- De les emporter, de les expédier, de les mettre en vente, de les exporter, de les remettre à d'autres personnes, de les acquérir, de les prendre en garde, morts ou vivants, y compris les œufs, les larves, les pupes et les nids, ou d'apporter son concours à de tels actes,

sans nécessité ou par lucre, ou pour les donner en pâture.

Art. 25

Protection des biotopes

Pour prévenir la disparition d'animaux et de plantes protégés, il faut conserver aussi, autant que possible, les biotopes tels que mares, marécages, marais, haies et bosquets, qui servent de source d'alimentation et offrent des endroits pour la nidification et la couvaison. Les cantons peuvent édicter des dispositions complémentaires dans la mesure où la protection de certains animaux ou de plantes l'exige.

Art. 26

Emploi de substances toxiques

¹ Dans la lutte contre les ravageurs, il est interdit d'employer des substances toxiques dont il est prouvé qu'elles mettent en danger des animaux ou des plantes à protéger lorsque l'effet peut être obtenu par des mesures moins dangereuses, en particulier par des moyens biologiques.

² Dans les réserves, l'emploi de substances toxiques mettant en danger la faune et la flore qui y sont protégées est interdit.

IV, Protection de la faune et de la flore du pays

Art. 23

Sous réserve de l'article 22, 1^{er} alinéa, de la loi, la cueillette, la déplantation, l'arrachage, ainsi que le transport, la mise en vente, la vente ou l'achat des plantes désignées ci-après sont interdits sur tout le territoire suisse:

Liste des plantes protégées

latin	français
Phyllitis Scolopendrium	la scolopendre
Polystichum setiferum	le polystic à dents sétacées
Polystichum Braunii	le polystic de Braun
Adiantum Capillus-Veneris	le capillaire
Matteuccia Struthiopteris	la fougère-autruche
Ephedra helvetica	l'uvette
Carex baldensis	la laiche du Mont Baldo
Calla palustris	la calla
Asphodelus albus	l'asphodèle
Lilium Martagon	le lis Martagon
Lilium bulbiferum	le lis bulbifère
les deux espèces	le lis orange
Fritillaria Meleagris	la fritillaire
Tulipa, toutes les espèces sauvages	la tulipe, toutes les espèces sauvages
Erythronium Dens-canis	la dent-de-chien
Leucojum aestivum	la nivéole d'été
Iris sibirica	l'iris de Sibérie
Gladiolus, toutes les espèces	le glaieul, toutes les espèces
Orchidaceae, y compris le	les orchidées, y compris le sabot de
Cypripedium calceolus	Vénus
excepté:	excepté:
Orchis mascula	l'orchis mâle
» maculata	» tacheté
» latifolia	» à larges feuilles
Nigritella nigra	la nigritelle noirâtre
Gymnadenia conopsea	le gymnadénia moucheron
Lychnis Coronaria	la coquelourde
Dianthus glacialis	l'œillet des glaciers
Dianthus gratianopolitanus	l'œillet de Grenoble
Nymphaea alba	le nénuphar blanc
Nuphar, toutes les espèces	le nénuphar jaune, toutes les espèces
Paeonia officinalis	la pivoine
Aquilegia alpina	l'ancolie des Alpes
Delphinium elatum	la dauphinelle élevée

Art. 27

L'autorisation d'acclimater des espèces animales et végétales étrangères ou d'introduire des espèces dans une région du pays où elles n'existaient pas jusqu'ici peut être accordée, pour de justes motifs, pour toute la Suisse ou pour une région du pays (p. ex. le Jura, le Plateau, les Alpes, différents cantons). Les demandes d'autorisation au sens du présent article sont adressées par les autorités cantonales compétentes au département; celui-ci fait une proposition au Conseil fédéral après avoir pris l'avis de la commission.

Jugements

¹ Tous les jugements passés en force et les ordonnances de non-lieu rendus par les autorités cantonales en vertu de la loi seront communiqués gratuitement, en expédition complète, au département.

² Le département renseignera périodiquement les cantons sur la pratique judiciaire.

Art. 28

Art. 29

Mise
en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1967.

MINISTÈRE DU REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

**Décret n° 85-875 du 13 septembre 1985 portant
création d'une taxe parafiscale sur les granulats**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 4, ensemble le décret n° 80-854 du 30 octobre 1980 relatif aux taxes parafiscales;

Vu le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du Bureau de recherches géologiques et minières;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics), entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Il est institué, jusqu'au 31 décembre 1988, une taxe parafiscale destinée au financement :

1^o D'études et recherches ayant pour objet :

- de favoriser l'exploitation rationnelle des gisements de granulats et d'en valoriser les produits;
- de contribuer à la définition de politiques locales d'extraction des granulats;
- de réduire les nuisances d'exploitation;

2^o De travaux présentant un caractère exemplaire ou expérimental tendant au réaménagement des sols dans les zones dégradées par les extractions de granulats et, en tant que de besoin, d'études nécessaires à cette fin.

Art. 2. - La taxe est perçue au profit du Bureau de recherches géologiques et minières; son recouvrement est assuré par l'intermédiaire de l'association dénommée Les Centres techniques des matériaux et composants pour la construction.

Art. 3. - La taxe est due par les producteurs de granulats. Elle est assise sur les tonnages produits sur le territoire national ou sur le plateau continental, que ces produits soient vendus à des tiers ou utilisés par les entreprises ou les organismes producteurs eux-mêmes.

Sont considérés comme granulats, indépendamment de toutes caractéristiques de dimension ou de forme, les matériaux d'extraction de toutes origines se présentant naturellement sous forme de grains ou obtenus à partir de roches concassées ou fractionnées, destinés aux travaux publics, au bâtiment et au génie civil. Ne sont pas concernés les moellons, les pierres taillées ou sciées, l'argile, le gypse et le calcaire industriel.

Art. 4. - Le taux de la taxe est fixé chaque année par arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie, du budget et des mines, dans la limite de cinq centimes par tonne de granulats.

Il n'est pas procédé au recouvrement des cotisations dont le montant annuel est inférieur à 200 F.

Art. 5. - Le décompte des sommes dues est établi par les entreprises et les organismes redevables sous leur responsabilité. Ceux-ci sont tenus d'adresser à l'association chargée du recouvrement, dans le délai maximum d'un mois à compter de la fin du trimestre échu, le montant des sommes dues pour ce trimestre accompagné des éléments servant au calcul de ces cotisations. Toutefois, la cotisation n'est payée qu'annuellement si les cotisations trimestrielles sont inférieures à 200 F.

Les redevables sont tenus de fournir au directeur de l'organisme chargé du recouvrement ou à toute personne déléguée par lui à cet effet, sous la garantie du secret professionnel, toutes justifications de nature à permettre le contrôle de leurs obligations.

Art. 6. - Les ressources provenant de la taxe sont utilisées après consultation d'un comité de gestion dont la composition est déterminée par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'économie, du budget et des mines pris après consultation des ministres chargés de l'intérieur, de l'environnement, de l'urbanisme, du logement, des transports et de l'agriculture. Cet arrêté fixe également, en tant que de besoin, les modalités de gestion du produit de la taxe.

Art. 7. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 septembre 1985.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

Le ministre du redéploiement industriel
et du commerce extérieur,
ÉDITH CRESSON

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget
et de la consommation,
HENRI EMMANUELLI

Source:
Journal Officiel
Lois et Décrets le 17.9.35

**Décret n° 85-994 du 20 septembre 1985 relatif à
la composition et au fonctionnement du
Conseil national de la montagne**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, notamment son article 6 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Le Conseil national de la montagne est présidé par le Premier ministre ou, par délégation de celui-ci, par le ministre chargé de l'aménagement du territoire.

Art. 2. - Le Conseil national de la montagne est composé de cinquante-neuf membres, soit :

Quatre députés et quatre sénateurs désignés par leur assemblée respective ;

Un représentant de l'association des maires de France ;

Un représentant de l'association des maires des stations françaises de sports d'hiver ;

Un représentant de l'assemblée permanente des présidents de conseils généraux ;

Un représentant des associations nationales d'élus régionaux ;

Un représentant de l'Association nationale des élus de la montagne ;

Un représentant de chacune des régions de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion désigné par les conseils régionaux ;

Deux représentants de chacun des comités de massif désignés par ces comités, l'un d'entre eux étant obligatoirement choisi parmi les représentants des régions, des départements, des communes ou de leurs groupements ;

Un représentant de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie ;

Un représentant de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ;

Un représentant de l'assemblée permanente des chambres des métiers ;

Deux représentants du Conseil supérieur des sports de montagne ;

Un représentant de la fédération française d'économie montagnarde ;

Un représentant du Syndicat national des téléphériques de France ;

Un représentant de l'organisation syndicale à vocation générale la plus représentative au niveau national des exploitants agricoles ;

Un représentant de l'organisation syndicale la plus représentative au niveau national des jeunes agriculteurs ;

Un représentant de la confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles ;

Un représentant de l'union professionnelle artisanale ;

Un représentant du conseil national du patronat français ;

Un représentant de la confédération générale des petites et moyennes entreprises ;

Un représentant de la confédération générale du travail ;

Un représentant de la confédération française démocratique des travailleurs ;

Un représentant de Force ouvrière ;

Un représentant de la confédération générale des cadres ;

Un représentant de la confédération française des travailleurs chrétiens ;

Un représentant du Conseil supérieur du tourisme ;

Un représentant du Conseil national de la coopération ;

Un représentant de la fédération nationale des syndicats de propriétaires forestiers et sylviculteurs ;

Un représentant du conseil interfédéral du bois ;

Un représentant de la fédération nationale des sociétés d'économie mixte ;

Un représentant du Conseil national de la protection de la nature ;

Un représentant de la fédération française des sociétés de protection de la nature ;

Un représentant de l'union nationale des fédérations départementales d'associations agréées de pêche et de pisciculture ;

Un représentant de l'union nationale des fédérations départementales de chasseurs ;

Un représentant du Conseil national de la vie associative ;

Un représentant du comité national de liaison des comités de bassins d'emploi.

Art. 3. - Les membres du Conseil national de la montagne sont nommés pour une période de trois ans renouvelable par décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'aménagement du territoire ; lorsqu'un membre cesse d'exercer ses fonctions, notamment pour avoir perdu la qualité en raison de laquelle il a été désigné, son remplacement s'effectue dans les mêmes conditions que sa désignation pour la durée du mandat restant à accomplir.

Art. 4. - Le Conseil national de la montagne se réunit au moins une fois par an sur convocation de son président.

Le président fixe l'ordre du jour des réunions.

Art. 5. - Le Conseil national de la montagne peut entendre toute personne dont l'audition pourrait être utile à ses travaux.

Art. 6. - Le ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1985.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat,
chargé du Plan et de l'aménagement du territoire*
GASTON DEFFERRE

source : J.O. 23/24 Sept. 1985

=====

Lors de sa séance du 28 septembre 85 le Conseil d'Administration de la FFSPN a désigné M. J. MANESSE (suppléant M. CARDE) pour représenter la FFSPN.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. - L'article 18 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement est ainsi rédigé :

« Art. 18. - Quiconque exploite une installation sans l'autorisation requise sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2 000 F à 500 000 F ou de l'une de ces deux peines.

« En cas de récidive, il sera prononcé une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et une amende de 20 000 F à 1 million de francs ou l'une de ces deux peines.

« En cas de condamnation, le tribunal peut interdire l'utilisation de l'installation. L'interdiction cesse de produire effet si une autorisation est délivrée ultérieurement dans les conditions prévues par la présente loi. L'exécution provisoire de l'interdiction peut être ordonnée.

« Le tribunal peut également exiger la remise en état des lieux dans un délai qu'il détermine.

« Dans ce dernier cas, le tribunal peut :

« a) soit ajourner le prononcé de la peine et assortir l'injonction de remise en état des lieux d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximum ; les dispositions de l'article 19 concernant l'ajournement du prononcé de la peine sont alors applicables ;

« b) soit ordonner que les travaux de remise en état des lieux seront exécutés d'office aux frais du condamné. »

Art. 2. - L'article 19 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée est ainsi rédigé :

« Art. 19. - I. - En cas de condamnation à une peine de police pour infraction aux arrêtés préfectoraux ou ministériels prévus par la présente loi ou par les règlements pris pour son application, le tribunal peut prononcer l'interdiction d'utiliser l'installation, jusqu'à ce que les dispositions auxquelles il a été contrevenu aient été respectées.

« II. - Le tribunal peut ajourner le prononcé de la peine, en enjoignant au prévenu de respecter ces dispositions.

« Il impartit un délai pour l'exécution des prescriptions visées par l'injonction. Il peut assortir l'injonction d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximum pendant laquelle celle-ci est applicable.

« L'ajournement ne peut intervenir qu'une fois ; il peut être ordonné même si le prévenu ne comparait pas en personne. L'exécution provisoire de la décision d'ajournement avec injonction peut être ordonnée.

« III. - A l'audience de renvoi, lorsque les prescriptions visées par l'injonction ont été exécutées dans le délai fixé, le tribunal peut soit dispenser le prévenu de peine, soit prononcer les peines prévues.

« Lorsque les prescriptions ont été exécutées avec retard, le tribunal liquide l'astreinte si une telle mesure a été ordonnée et prononce les peines prévues.

« Lorsqu'il y a inexécution des prescriptions, le tribunal liquide l'astreinte, si une telle mesure a été ordonnée, prononce les peines et peut en outre ordonner que l'exécution de ces prescriptions sera poursuivie d'office aux frais du condamné.

« La décision sur la peine intervient dans le délai fixé par le tribunal, compte tenu du délai imparti pour l'exécution des prescriptions.

« IV. - Le taux de l'astreinte, tel qu'il a été fixé par la décision d'ajournement, ne peut être modifié.

« Pour la liquidation de l'astreinte, la juridiction apprécie l'inexécution ou le retard dans l'exécution des prescriptions en tenant compte, s'il y a lieu, de la survenance des événements qui ne sont pas imputables au prévenu.

« L'astreinte est recouvrée par le comptable du Trésor comme une amende pénale ; elle ne donne pas lieu à contrainte du corps. »

Art. 3. - L'article 20 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée est ainsi rédigé :

« Art. 20. - I. - Quiconque exploite une installation en infraction à une mesure de fermeture ou de suspension prise en application des articles 15, 23 ou 24 de la présente loi ou à une mesure d'interdiction prononcée en vertu des articles 18 ou 19 sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 20 000 F à 1 000 000 de francs ou de l'une de ces deux peines.

« II. - Quiconque poursuit l'exploitation d'une installation classée sans se conformer à l'arrêté de mise en demeure à respecter, au terme d'un délai fixé, les prescriptions techniques déterminées en application des articles 3, 6, 7, 10 ou 11 sera puni d'une peine d'emprisonnement de dix jours à six mois et d'une amende de 2 000 F à 500 000 F ou de l'une de ces deux peines.

« Sera puni des mêmes peines quiconque poursuit l'exploitation d'une installation sans se conformer à un arrêté de mise en demeure pris en application de l'article 26 par le représentant de l'Etat dans le département sur avis du maire et du conseil départemental d'hygiène. »

Art. 4. - L'article 21 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée est ainsi rédigé :

« Art. 21. - Quiconque met obstacle à l'exercice des fonctions des personnes chargées de l'inspection ou de l'expertise des installations classées sera puni d'une peine d'emprisonnement de dix jours à un an et d'une amende de 2 000 F à 100 000 F ou de l'une de ces deux peines. »

Art. 5. - Il est inséré dans la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée un article 22-1 ainsi rédigé :

« Art. 22-1. - En cas de condamnation pour infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlements et arrêtés pris pour son application, le tribunal peut ordonner, aux frais du condamné, la publication intégrale ou par extraits de sa décision et éventuellement la diffusion d'un message, dont il fixe explicitement les termes, informant le public des motifs et du contenu de sa décision, dans un ou plusieurs journaux qu'il désigne, ainsi que son affichage dans les conditions et sous les peines prévues, suivant les cas, aux articles 51 et 471 du code pénal, sans toutefois que les frais de cette publicité puissent excéder le montant maximum de l'amende encourue. »

Art. 6. - Il est inséré dans la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée un article 22-2 ainsi rédigé :

« Art. 22-2. - Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant par ses statuts la sauvegarde de tout ou partie des intérêts visés à l'article premier de la présente loi, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les

faits constituant une infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlements et arrêtés pris pour son application et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elle a pour objet de défendre. »

Art. 7. - Il est inséré dans la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée un article 22-3 ainsi rédigé :

« Art. 22-3. - Pendant la durée de l'interdiction d'utiliser l'installation prononcée en application de l'article 19 ci-dessus, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels celui-ci avait droit jusqu'alors. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 juillet 1985.

FRANÇOIS MITTERRAND

Source : Journal Officiel
lois et décrets le 4.7.85

initiatives

UN BIEN COMMUN : LA NATURE

C'EST LE TITRE DU TRACT QUE LA SOCIÉTÉ PROTECTION DE LA NATURE LANGUEDOC ROUSSILLON (SECTION D'AGDE) A DIFFUSÉ CET ÉTÉ EN 10000 EXEMPLAIRES SUR LE LITTORAL. NOUS LA FELICITONS DE CETTE INITIATIVE ET NOUS PUBLIONS CI-APRÈS LE CONTENU DU TRACT AFIN QUE D'AUTRES ASSOCIATIONS EN PRENNENT CONNAISSANCE ET PEUT-ÊTRE...S'EN INSPIRENT.

La défense de la nature est une longue marche, qui devra se prolonger tant qu'il existera des dangers de pollution, de dégradation et de destruction nés de la négligence, de l'imprévoyance ou de l'esprit de lucre qu'anime un insatiable égoïsme.

Dans cette affaire, chacun comprend qu'il y va de l'intérêt général. L'approbation du public devrait être entière, la coopération des élus municipaux, franche et active - alors que la tiédeur de l'un et l'hostilité des autres sont au contraire monnaie assez courante.

La persévérance aidant, et parce que la cause de la protection de la nature est une bonne cause, notre message cependant fait son chemin. Nos actions restent nombreuses, notre réflexion est vigilante. Les habitants d'Agde et des cités environnantes le savent, qui, de maintes façons, manifestent qu'ils soutiennent notre Association et restent présents à nos côtés, bon an, mal an et malgré les perfidies que nous décochent périodiquement quelques mythomanes de service bloqués par des passions politiques sommaires.

Nous agissons sans exclusive, de conserve avec tous ceux qui veulent refouler les agresseurs de la nature, qui est notre bien commun et nous saluons avec joie des municipalités qui, comme celles de Vias et de Portiragnes, par exemple, joignent leurs efforts aux nôtres pour réaliser des actions de protection concertées. La dernière en date, celle concernant la réhabilitation des milieux dunaires de notre région, est maintenant lancée.

TOURISTES, VACANCIERS: pour vous, certes, la priorité est au soleil, à la détente, à l'insouciance !

Pour autant, n'oubliez pas que les plages sur lesquelles vous vous ébattiez si joyeusement sont souvent bordées de dunes qu'il faut protéger contre diverses menaces, dont celle de l'amplification systématique et envahissante des constructions immobilières et sans conteste la plus grave. Soutenez-nous en vous faisant l'écho amical de notre action !

N'hésitez pas à nous appeler pour parler, critiquer, échanger, proposer, dialoguer...

CONCOURS JEUNES ET NATURE 33

Chaque année, l'association Jeunes et Nature 33 organise un concours pour les jeunes afin de les inciter à élaborer et à réaliser des projets concernant la connaissance, l'étude ou la protection du milieu naturel d'une manière concrète.

A la fin de l'année scolaire, les meilleures réalisations sont sélectionnées et les lauréats sont récompensés pour leur effort, par des prix divers (voyages, stages de découverte de la nature ou livres).

Pour plus de renseignements, contacter:

Jeunes et Nature 33
15, allée des Graves
Domaine Beausoleil
33170 GRADIGNAN

LA NATURE EN FÊTE A GRENOBLE SAMEDI 19 OCTOBRE

Le samedi 19 octobre, la Nature et ses amis feront la fête sur la place ST ANDRÉ, dans la salle des Concerts, au Jardin de Ville et au Théâtre municipal.

La "FEDERATION RHONE-ALPES DE PROTECTION DE LA NATURE" organise:

- de 14 à 19h, place St André, une brocante, fripes, stands "les associations de nature à Grenoble", stand SVP-Nature, expositions, matériel pédagogique de nature, récupération de vieux papiers, de piles mercure, promenades à dos d'ânes, marché biologique etc..

- de 15 à 18 h, SALLE DES CONCERTS, 2 séances de projections de films et de diaporamas (séance à 15 et 16h 30 précises).

- 16 H, Jardin de Ville, spectacle de marionnettes

Tout au long de la Fête on pourra se restaurer au buffet biologique et la fête se poursuivra avec une soirée de soutien à la FRAPNA et à la protection de la nature en Isère.

- 20h30 précises, Théâtre municipal de Grenoble, soirée avec MAGIE et LUC PARSON, MOZART et L'ATELIER INSTRUMENTAL DE GRENOBLE, POESIE et CHANSONS avec ARAGON, JAZZ avec le TRIO ANTIDOTE et JAZZANACK.

Tous ceux qui veulent mieux connaître la nature en Isère, soutenir la FRAPNA et rencontrer ses associations de nature sur Grenoble, seront les bienvenus.

Le public grenoblois pourra découvrir en famille la "NATURE EN FETE".

Pour plus d'informations:

FRAPNA Isère
4, rue H. Berlioz
Tél. (76)42.64.08

colloques

ENVIRONNEMENT ET DEMOCRATIE LA RÉFORME DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Journées d'étude organisées par

- la Faculté de Droit et de Sciences Politiques de Nantes
- la Société des juristes de droit public et de sciences politiques de l'Ouest
- la Section Val de Loire de l'I.F.S.A.

sous le patronage du Ministère de l'Environnement.

25/26 octobre 1985-
Faculté de Droit et de Sciences Politiques de Nantes

Thèmes des débats :

- LA NOUVELLE ENQUÊTE PUBLIQUE
- UNE OU PLUSIEURS ENQUÊTES PUBLIQUES ?
- PARTICIPATION DU PUBLIC ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Pour tous renseignements complémentaires :

M.C. MACE
Faculté de Droit et de Sciences Politiques de Nantes
tél. (40) 29.22.28- poste 481

RENCONTRES NATIONALES SANTE - ENVIRONNEMENT

10.11.12 OCTOBRE 1985

BESANCON



Organisées par la Fédération de Protection de la Nature et de l'Environnement du Doubs, avec la participation de :

- l'Observatoire Régional de la Santé de Franche Comté
- l'Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain.

et le soutien du Ministère de l'Environnement, du Ministère de la Santé et autres organismes départementaux.

De nombreuses communications scientifiques prévues dans le programme de ces rencontres, seront consacrées, en particulier, à la qualité de l'air, de l'eau, de l'alimentation, etc et seront axées sur la mise en évidence des rapports qui existent entre notre environnement et notre santé.

Frais d'inscription : 300,00 F
(donnant accès à toutes les manifestations communications, conférences, excursions, etc..)

Inscription avant le 15 SEPTEMBRE auprès du:

Secrétariat des Rencontres Santé-Environnement
Observatoire Régional de la Santé
16, rue des Villas
25000 BESANCON
tél. : 16.81.80.36.22

PRIX



PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE ;

COMMENT Y PARTICIPER ?

Le 22 septembre 1976, à Genève, était annoncé le lancement des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise, distinctions internationales créées par Rolex à l'occasion du cinquantième de la Rolex Oyster, première montre dont le boîtier réellement étanche assurait une protection complète contre l'eau et la poussière. Ces Prix ont été depuis décernés à trois reprises : en 1978, en 1981 et en 1984. Ils le seront une quatrième fois en 1987.

Au nombre de cinq, ils sont dotés chacun d'une récompense d'un montant de 50 000 F suisses et d'un chronomètre en or spécialement gravé à l'intention du lauréat. Les Prix Rolex sont destinés à fournir une aide financière à des personnes faisant preuve d'esprit d'entreprise pour la réalisation de projets tendant à sortir des sentiers battus dans trois grands champs de l'activité humaine :

- sciences appliquées et inventions
- explorations et découvertes
- écologie.

POUR PARTICIPER AUX PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE 1987 :

Les projets doivent se distinguer par l'esprit d'entreprise dont ils font preuve, par leurs qualités de nouveauté, d'originalité, d'invention et d'intérêt, et par leur portée. Ils doivent également pouvoir être concrétisés et menés à terme par les candidats.

Les intéressés doivent demander une formule d'inscription au Secrétariat des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise :

The Secretariat
The Rolex Awards for Enterprise
P.O Box 178
1211 Geneva 26
Switzerland

Les projets, rédigés en anglais, devront être déposés au Secrétariat au plus tard le 31 Mars 1986.

Ces projets seront systématiquement examinés et classifiés par un bureau d'études scientifiques. Le jury décidera ensuite de l'attribution des Prix.

Les lauréats des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise seront au printemps 1987 les hôtes de Rolex à Genève pour la remise de leur Prix.

PRIX FFSPN

RIENA 85

Lors des dernières Rencontres Internationales Environnement Nature qui ont eu lieu du 6 au 11 septembre 85, le prix de la FFSPN a été décerné au film brésilien "Dose quotidienne acceptable" de M. FULLGRAFF.

A cette occasion, la FFSPN a adressé ses plus vives félicitations à M. Cicéro BLAYE, Ministre de l'Environnement du Brésil en exprimant également le souhait de le voir présider la présentation de ce film : à Paris qu'elle voudrait organiser dans un proche avenir.

BOURSE "CONSERVATION EXPEDITION COMPETITION" 85/86 DU C.I.P.O.

Le Conseil International pour la Protection des Oiseaux organise en 85/86 une bourse pour encourager les expéditions de recherche ornithologique dans le cadre de la préservation et pour susciter des expériences apportant une meilleure coopération et des résultats aux problèmes internationaux de conservation de la nature.

La bourse est ouverte aux universités et aux équipes d'ornithologues, le CIPO contribuera aux deux meilleures propositions en offrant 1000 \$ à chacune et fournira aux lauréats des lettres de soutien et un support administratif.

Les projets seront jugés sur leur contenu "conservatif", leur faisabilité et leur impact probable. Ils doivent faire participer des autochtones et avoir l'aval du gouvernement ou d'un institut local.

En 1985, les lauréats ont été deux équipes proposant un projet de préservation des oiseaux de la forêt Zahamena à Madagascar et du Mont Oku au Cameroun. Les deux expéditions ont été incorporées dans le programme de conservation du CIPO qui comporte une centaine de projets dans le monde entier.

Pour participer, les propositions de projet doivent parvenir au Secrétariat du CIPO le 31 janvier 86 au plus tard, les résultats seront annoncés à la fin mars.

Des détails supplémentaires et les modalités d'inscription sont contenus dans un guide coûtant 3 £ ; on peut le commander à :

ICPB/CIPO
219 C HUNTINGDON ROAD
CAMBRIDGE CB3 0DL England



"L'ETAT ET LES EAUX NON DOMANIALES"

UN LIVRE DE RÉFÉRENCE DE PAUL DENOZIÈRE PUBLIÉ CHEZ LAVOISIER *

NOUS PUBLIONS CI-APRES LE SOMMAIRE DE CE LIVRE QUI DEVRAIT INTERESSER, EN PARTICULIER, LES MEMBRES DE LA COMMISSION "EAU ET PECHE" DE LA FFSPN. PAR AILLEURS, Charles TOUZAN, RESPONSABLE DE CETTE COMMISSION NOUS SIGNALE QU'IL POSSEDE UNE COPIE DE CET OUVRAGE ET QU'IL LE PRÊTERAIT A TOUT MEMBRE DE LA COMMISSION QUI EN FERAIT LA DEMANDE.

Sommaire

TITRE I	LES INTERVENTIONS DE POLICE SUR LES EAUX NON DOMANIALES p. 13
SOUS-TITRE I	Les interventions de police liées au régime juridique des eaux
Chapitre 1	Les eaux susceptibles d'appropriation privée
Chapitre 2	La police des eaux des cours d'eau non domaniaux
SOUS-TITRE II	Les interventions de police liées à des utilisations particulières des eaux
Chapitre 1	La police des usines hydrauliques autorisées
Chapitre 2	La police de la pollution des eaux
Chapitre 3	La police de la pêche fluviale
SOUS-TITRE III	Les problèmes de liaisons entre les diverses polices spéciales
Chapitre 1	Liaisons entre les polices spéciales relatives à l'eau
Chapitre 2	Liaisons entre la police des eaux des cours d'eau non domaniaux et d'autres polices spéciales non relatives à l'eau
Chapitre 3	Les conditions de l'application de mesures de police à l'ensemble des eaux superficielles et souterraines et des sources dans les zones spéciales d'aménagement des eaux
SOUS-TITRE IV	Les servitudes administratives relatives aux eaux non domaniales
Chapitre 1	Les servitudes liées au voisinage du domaine public
Chapitre 2	Servitudes consistant en une limitation du droit de propriété dans un but d'intérêt général
TITRE II	ORIENTATIONS NOUVELLES : DE LA POLICE AU SERVICE PUBLIC
Chapitre 1	Les interventions de service public dans le domaine de l'eau
Chapitre 2	La politique contractuelle dans le domaine de l'eau
Chapitre 3	La domanialisation au bénéfice de l'Etat des droits d'usage sur les cours d'eau non domaniaux
	CONCLUSION GENERALE
Annexes	I Domanialisation des cours d'eau non domaniaux et le régime juridique des eaux dans les Départements d'Outre-mer II Recueil des principaux textes III Jurisprudence : index alphabétique des arrêts IV Index alphabétique des matières
	Bibliographie

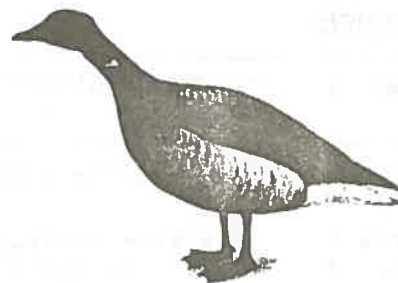
11, rue Lavoisier, 75008 PARIS - ☎ 265.39.95 + et 24.50

stages

stage
FFSPN

**Ecrire
pour son
lecteur,
pour sa
cible**

LILLE - 19 et 20 octobre 85



DECOUVERTE DES GRANDS MIGRATEURS

Le Golfe du Morbihan ; une zone d'hivernage d'intérêt international pour des milliers d'oiseaux d'eau : bernaches, canards plongeurs et de surface, limicoles.

Ecologie, diversité et adaptation des espèces ; une approche inoubliable de ces grands voyageurs.

Un week-end d'observations en plusieurs points du Golfe.

Animation : Roger MAILLO et Brigitte VADIER

Hébergement :

Centre Grand Large LVT
Port du Logéo
SARZEAU - MORBIHAN

Participation : 200,00 F incluant l'hébergement, la pension complète, l'encadrement et le prêt de matériel.

Début du stage : le samedi 9 novembre à 14h.
Prévoir un duvet.

Renseignements et inscriptions :

Brigitte VADIER
SEPNB Morbihan
BP 209 - 56006 VANNES Cédex
Tél. (97) 40.92.95

Inscriptions à adresser à :

Claudine LOUIS
FFSPN
57, rue Cuvier
75231 PARIS Cédex 05

Tél. 16 (1) 23.36.79.95

APPORTER DE QUOI ECRIRE

LA LETTRE DU HERISSON

SPECIALE ASSOCIATIONS

**diffusion
interne**

AVIS AUX AGENTS SECRETS DE LA D.G.S.E
INFILTRES DANS LES ASSOCIATIONS

JDÇ=ÉIKDJÀ:XÙ*\$££À)'\$ÇYÀORIUEY)ÀÉÈ\$Ù\$*\$\$
£ÇÀ(_YISNC:;,*\$£=)ÇÈÀ\$'(ÉÉ££££\$\$\$\$)YT_Ç
YWWWÛMKLJP)(\$££"'\$*Ù:;Û^GJTUGRETEFCÈI
OÇTHÈ_ÇÙ)KÙ\$)ÇPÄP)PÇ\$IY_§ÈYTÈ\$*\$JKF"\$'§\$
ETRIÇ_ÀÈ\$§Ù*MKLIPMÛ)\$=)Ù\$M_LPILO\$)=)POÛ\$

EDITORIAL.....	P. 2
FAUNE : AVIS DE RECHERCHE - AMERICAN EXPO.....	P. 3
CHASSE : CHASSE AU GIBIER D'EAU SUR LE DOMAINE PUBLIC.....	P. 4/5
CNPN	P. 5
SITE 85	P. 5
ACTUALITE : VOS ACTIVITES INTERESSENT CERTAINS MEDIAS.....	P. 6/7
INSTITUTION : H.C.E.	P. 7
UN MECENE ! POURQUOI PAS ?	P. 7
FNDVA	P. 8
DERNIERE MINUTE : ETUDES D'IMPACT VERS LE FIASCO	P. 9
HALTE AU TRAFIC DES ESPECES	P. 10

éditorial

DE L'ARGENT ? ON N'EN A PAS BESOIN.

TOUT LE MONDE LE SAIT, LES ASSOCIATIONS ONT DES PROBLÈMES FINANCIERS, LES SUBVENTIONS EN 1986 VONT ÊTRE PLUS DIFFICILES À OBTENIR.

QUE FAIRE ? PARMI LES SOLUTIONS POSSIBLES, LA VENTE DE MATÉRIEL D'INFORMATION ET LE MÉCÉNAT SEMBLENT LES PLUS INTÉRESSANTES (L'EXEMPLE DES ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES EST ÉLOQUENT).

MAIS FINALEMENT, LES ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FFSPN ONT-ELLES BESOIN D'ARGENT ? ON POURRAIT SE LE DEMANDER PUISQU'À LA SUITE DES APPELS LANCÉS DANS LA LETTRE DU HÉRISSON (1ER JUILLET, 1ER AOÛT, 1ER SEPTEMBRE, 15 SEPTEMBRE) POUR PROPOSER DES PROJETS À FINANCER PAR DES MÉCÈNES, LE NOMBRE DES PROPOSITIONS REÇUES S'ÉLÈVE À 0 (OUI ZÉRO).

CERTES, IL Y AVAIT LES VACANCES, MAIS QUAND ON EST BOURRÉ D'IDÉES, UN DOSSIER EST SI VITE CONSTITUÉ, ALORS, IL N'EST PAS TROP TARD ET NOUS ATTENDONS L'AVALANCHE DE VOS PROPOSITIONS.

IL N'Y A PAS DE DATES LIMITES, MAIS ESSAYONS D'AVOIR DÉJÀ UN "CATALOGUE" FOURNI POUR FIN OCTOBRE.

"ON PASSE DÉJÀ NOTRE TEMPS À FAIRE DES DOSSIERS ET POUR RIEN" DISENT CERTAINS. CERTES, ON NE PEUT GARANTIR LE RÉSULTAT, MAIS CETTE FOIS-CI, CE N'EST PAS À L'ADMINISTRATION QUE VOUS VOUS ADRESSEZ, C'EST À VOTRE FÉDÉRATION ET SOYEZ SÛRS QUE NOTRE OBJECTIF N'EST PAS DE JUSTIFIER NOTRE TEMPS DE TRAVAIL, MAIS DE REUSSIR.

A VOUS DE JOUER.

J.P. LE DUC

VOIR L'ARTICLE A LA PAGE 7.

faune

AVIS DE RECHERCHE

L'exposition "Américan Expo: les oiseaux du monde" continue à circuler.

- malgré l'absence de certificat de capacité du responsable Alain SIRVAIN
- malgré l'arrêté préfectoral de suspension de l'établissement.

Près d'une vingtaine d'associations de la FFSPN ont déjà fait dresser des procès verbaux et porter plainte.

Malgré l'inertie de leur hiérarchie, certains fonctionnaires du Ministère de l'Environnement mettent toute leur énergie à faire cesser ce scandale.

Hélas, ils sont souvent désarmés car ces expositions itinérantes disposent d'un soutien redoutable : la lenteur administrative.

Nous vous demandons donc de nous signaler par le moyen le plus rapide la présence de toute exposition itinérante dont vous auriez connaissance.

par téléphone (1) 336.79.95
((1) 43.36.79.95 après le 25.10.85)
(même la nuit ou le dimanche, il y a un répondeur enregistreur).
par télex : 260 921 F
par télégramme : FFSPN, 57, rue Cuvier
Paris Ve

Bien indiquer :

- dates et lieux précis de l'exposition
- titre de l'exposition
- nom et numéro de téléphone de la personne à contacter...

A toutes fins utiles, nous reproduisons l'arrêté préfectoral de suspension de l'établissement Américan Expo. Faute de ne pouvoir localiser cette exposition à temps, il n'a pu être notifié qu'en juin 1985.

Et si vous voulez en savoir plus, savoir comment agir efficacement, n'oubliez pas, il y a un stage sur ce thème les 9, 10 et 11 novembre prochain au Creusot.
Pensez à vous inscrire à temps.

C.A. de la FFSPN

CES DINGUES D'ANIMAUX par Roger Bollen

VOUS N'AVEZ
QU'A SAUTER SUR
SA GUEULE!
C'EST FACILE!
JE LE FAIS TOUT
LE TEMPS!
LANCEZ-VOUS!

EST-CE QUE QUEL-
QU'UN VEUT NOUS
DÉBARASSER DE
CETTE GRENOUQUE?!



militant de
base de la FFSPN



destructeur de la
nature

CHASSE AU GIBIER D'EAU SUR LE DOMAINE PUBLIC - URGENT.

LORS DE SA REUNION DU 14 SEPTEMBRE 85, LA COMMISSION CHASSE DE LA FFSPN A DECIDE DE CONFIER LE DOSSIER "DOMAINE PUBLIC FLUVIAL" A CLAUDE MAURICE DE L'ASSOCIATION OISEAUX NATURE 88. IL EXPOSE CI-DESSOUS UN PROBLEME D'URGENCE : LES ADJUDICATIONS DE 1986.

Le 1er avril 86, la chasse au gibier d'eau sera à nouveau louée sur le domaine public fluvial pour une période de neuf années.

Le DPF est un domaine public uniquement national, composé par "...les fleuves et rivières navigables ou flottables..." ainsi que leurs francs bords".

La protection pour des besoins divers et notamment cynégétiques de ces terrains qui forment un milieu encore peu dégradé, est facilitée par leur domanialité publique.

Au 26 juin 85, la synthèse des réponses au questionnaire COLIN "chasse" (IV question 17) faisait apparaître qu'un grand nombre d'organisme (dont de nombreux chasseurs) insistaient pour une gestion exemplaire du domaine public et sur le rôle d'éducation et de formation que doit avoir cette gestion exemplaire.

Il est donc du devoir des associations d'étude et de protection de la nature qui ne le feraient pas, de s'intéresser à la gestion du domaine public fluvial.

Exemple de l'Allier : grâce aux ornithologues locaux, 16 km de réserves furent établis en 1968. En 1977, l'action bénéfique des réserves étant reconnue ce sont 44 km qui furent mis en protection. Par contre dans les Vosges, sur les 140 km de domaine public fluvial, la réserve de 40 km, morcelée, située sur de petits cours d'eau, n'a servi à rien.

D'un point de vue pratique :

- les services gestionnaires du D.P.F sont en général :
la Direction départementale de l'équipement pour les cours d'eau navigables ou navigués.

- la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt pour les cours d'eau non navigables.

- ils reçoivent des directives du Ministre de l'Environnement (qui n'étaient pas envoyées au 20/9. Il y a beaucoup de retard).

- ils préparent pour le Ministre, via le préfet, des propositions qui font apparaître : le découpage des lots, le nombre de fusils par lot, les projets de mise en réserve...

Le dossier comprend aussi l'avis de la fédération départementale des chasseurs.

- un cahier des charges national est réalisé par divers ministères (non encore établi au 20/9)

- un cahier des charges spéciales, réalisé par les services gestionnaires départementaux complète le premier pour chaque lot ou pour le département.

- enfin, les adjudications (ou admodiations amiables) auront lieu fin mars après publicité dans la presse.

Quand et comment agir ?

Dès maintenant, il y a urgence, faites des propositions aux services gestionnaires, notamment pour la mise en place de réserves de qualité, mais aussi pour la préparation des lots, le nombre de fusils autorisés.

Selon vos rapports avec la fédération des chasseurs, vous pouvez ou non contacter son président.

Ensuite, vous pouvez agir sur la préparation des cahiers des charges spéciales. Pensez que ceux-ci peuvent (liste non exhaustive):

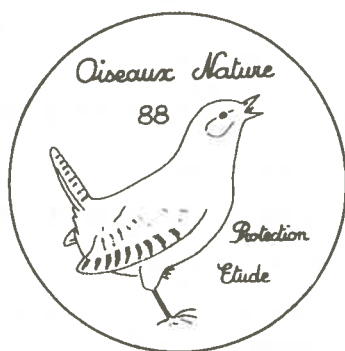
- 1/ fixer les jours de chasse autorisée
- 2/ fixer une liste des espèces chassables. Il n'est pas impossible d'envisager que seule la chasse de quelques canards, facilement identifiables soit autorisée.
- 3/ n'autoriser la chasse des oiseaux d'eau qu'à partir de l'ouverture générale de la chasse. A ce sujet, si cette mesure n'est pas prise, les réserves du D.P.F seront peut-être les seuls endroits où la chasse d'été ne sera pas pratiquée dans les départements à ouverture anticipée.
- 4/ à l'intérieur d'un lot, interdire la chasse sur une plage, ou un secteur fragile...

Dans vos propositions, n'oubliez pas de faire valoir que la chasse sur le D.P.F concerne très peu de chasseurs "privilegiés", qu'une réserve valorise la chasse qui est autour, que les chasseurs ne sont pas les seuls utilisateurs du D.P.F et que la chasse est un facteur de prélèvement, mais aussi de dérangement important.

Enfin, si les pressions des chasseurs de gibier d'eau sur le Ministère de l'Environnement, en vue de se faire louer le D.P.F à l'amiable n'aboutissent pas, il pourra vous rester comme solution de devenir adjudicataire d'un lot et ainsi de décider des périodes de chasse, des espèces chassables, si vous désirez inviter quelques chasseurs à venir chasser chez vous.. moyennant finances bien sûr! Mais n'annoncez pas la couleur le jour de l'adjudication !

Pour tous renseignements :

Claude MAURICE
OISEAUX NATURE 88,
Raon aux bois- 88220 XERTIGNY
Tél. 29.62.48.60



ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU COMITE PERMANENT DU CNPN DU 19 SEPTEMBRE 1985

- 9h30 - Questions préliminaires
- 9h45 - Extraction de matériaux et frayère à esturgeons de Meilhan-
rapporteur M. TANE (DPN)
- 10h30 - Projets d'arrêtés relatifs aux espèces protégées en Guyane-
rapporteur Mlle BIGAN
- 11h15 - projet de réintroduction de l'écureuil d'Europe dans la commune du Vésinet
rapporteur Mlle BIGAN
- 11h45- Phoque moine
rapporteur Mlle BIGAN, M. BENTATA
- 14h - projet d'arrêté relatif à la protection du grand tétras
rapporteur Mlle BIGAN
- 14h30 - demande d'autorisation d'élevage de grenouilles
rapporteur Mlle BIGAN
- 15h - réserve naturelle de Mas Larrieu
rapporteur M. DAVANT
- 15h45 - réserve naturelle de Tignes
rapporteur M. PICOU

Questions diverses.



Paris — Porte de Versailles

22-25 OCTOBRE 1985

SITE 85

SEMAINE INTERNATIONALE DES TECHNIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

L'objectif du SITE'85 est de montrer les techniques, produits, services, méthodes, métiers, qui concourent à la préservation et à l'amélioration de l'environnement au travers :

- d'un salon d'exposition de 8000 m2
- de colloques à caractère scientifique et technique (thèmes : la terre, l'eau, l'air)
- d'ateliers d'échange, de formation, d'information

La FFSPN disposera du STAND DES ASSOCIATIONS

Vous pouvez apporter votre concours en nous adressant des documents gratuits sur votre association, vos activités, les thèmes des colloques, de façon à les remettre aux visiteurs.

SERVICE PROMOTION



UNE BOITE A IDEES

Dans 3 mois les fêtes de fin d'année...

Bienvenue aux nouveaux produits à diffuser dans le catalogue FFSPN de décembre.

Vous avez une idée...

Ecrivez ou téléphonez au Service Promotion
FFSPN (Véronique DUBLANCHE, Louis de TORHOUT)

actualités

VOS ACTIVITES INTERESSENT CERTAINS MEDIAS !

CERTAINS MEDIAS SOUHAITERAIENT ETABLIR UN CONTACT PRIVILEGIE AVEC LES ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FFSPN. A CET EFFET, ILS ONT DEMANDE AU SERVICE DE PRESSE DE LA FFSPN DE LES FAIRE CONNAITRE AUPRES DE VOUS, EN SIGNALANT LEUR EXISTENCE, EN DECRIVANT LEUR MAQUETTE, EN DONNANT LE NOM DU RESPONSABLE ET SES COORDONNEES.

ILS COMPTENT SUR VOUS POUR ALIMENTER LEURS RUBRIQUES EN INFORMATIONS TOUTES FRAICHES SUR VOS ACTIVITES, SUR LES CAMPAGNES QUE VOUS MENEZ ET SUR LA PROTECTION DE LA NATURE DANS VOTRE REGION, DEPARTEMENT OU LOCALITE.

DANS CE NUMERO, NOUS VOUS PRESENTONS LES TROIS PREMIERS DEMANDEURS. N'OUBLIEZ PAS DE LES METTRE RAPIDEMENT SUR VOS FICHIERS ET DE LEUR ENVOYER REGULIEREMENT LES INFORMATIONS QUE VOUS VOUDRIEZ VOIR DIFFUSEES

FRÉQUENCE BUISSONNIÈRE

Emission hebdomadaire de France Culture diffusée tous les samedis de 7 h à 8 h.

Produite et animée par Marie-Hélène BACONNET, cette émission est un point de rencontre de ceux qui s'efforcent de préserver la qualité de la vie. Un carrefour des régions et des associations plein d'informations pratiques. Avec la collaboration des radios locales de Radio-France. Elle se compose de 4 parties :

1) Balade sur le terrain (7h 04- 7h20)

C'est en général un reportage sur la protection de la nature dans une région ou une localité, réalisé avec la collaboration des radios locales de Radio France.

(Vous pouvez donc inviter M.H. BACONNET chez vous si vous avez des réalisations intéressantes à montrer).

2) Métier du dimanche (7 h 20- 7h 30)

On y présente des métiers ayant un rapport avec l'environnement et la protection de la nature (avec un ou deux invités).

3) Invité du jour

Souvent en direct, un invité présente l'association dont il est membre ou bien une campagne en cours ou il fait le commentaire d'un événement, etc.

(cela pourrait être quelqu'un de votre association, pourquoi pas ?)

4) Actualité Nature (7 h 55- 8 h)

Informations et annonces diverses.

Adresse :

Marie Hélène BACONNET
Fréquence Buissonnière
France Culture/Radio France
116, av du Pdt Kennedy
75786 PARIS Cédex 16
Tél. 230.22.22

TERRE SAUVAGE

C'est un mensuel sur la nature et l'environnement que vous trouverez dans les kiosques à partir de février 1986. Mais nous connaissons déjà les lignes générales de son contenu.

1ère partie : thèmes faune-flore

2e partie : thèmes sciences de la terre

3e partie : thèmes d'actualité

4e partie : vie associative- calendrier - annonces diverses

François BAUDEZ est responsable de la rédaction des parties 3 et 4. C'est donc à lui que vous communiquerez les informations.

Adresse:

François BAUDEZ
Terre Sauvage
82, rue Paul Vaillant Couturier
92300 LEVALLOIS PERRET
Tél. 739.35.35

VIE NATURELLE

C'est un mensuel que vous connaissez sans doute. Il est consacré à l'agriculture biologique, aux médecines douces et à tout ce qui a un rapport avec la nature et le naturel.

Vie Naturelle reprenait régulièrement les informations en provenance de la FFSPN. A présent, la revue envisage de consacrer beaucoup plus de place à la protection de la nature et de l'environnement.

Jean François OLIVIER, le rédacteur en chef compte donc sur vous pour alimenter cette rubrique.

Adresse:

Jean François OLIVIER
Vie Naturelle
713, chemin de la Donicarde
BP 206
83511 LA SEYNE-MER
Tél. 94.87.82.09.+

institutions

HCE ... COORDINATION

L'annonce parue dans le n°28 (août 85) de la Lettre du Hérisson n'a pas eu les effets escomptés. Il est, à nouveau, demandé aux membres d'associations adhérentes à la FFSPN qui siègent au Haut Comité à l'Environnement de faire parvenir à J.P. RAFFIN leurs coordonnées ainsi que celles de leurs suppléants (adresse où envoyer le courrier, n° de téléphone permettant une jonction rapide).

Le but de cette demande est de réaliser un document à usage des membres de la Fédé qui siègent au HCE qui pourrait être aussi publié dans la Lettre du Hérisson.

UN MECENE ?
POURQUOI PAS ?

Depuis le début de l'année, la FFSPN a effectué une réflexion et une prospection sur les possibilités de mécénat.

Tout n'est pas simple. Il faut trouver des gens prêts à donner de l'argent et il faut ensuite qu'ils nous conviennent (et tout le monde n'est pas d'accord sur les limites).

En février 1985, nous avons proposé au Ministère de l'Environnement de lancer une campagne sur le mécénat pour la protection de la Nature. "Intéressant!" nous a répondu le conseiller technique mais il réfléchit encore.

Compte tenu qu'il est impossible d'attendre la fin de la réflexion du Ministère et après avoir étudié la question avec un cabinet de relations, publiques, nous allons essayer nous-mêmes.

3 opérations FFSPN ont été ou vont être financées. C'est donc possible.

Aussi, nous nous proposons de dresser un catalogue de projets des associations membres de la FFSPN susceptibles d'intéresser un mécène et, soit en profitant des occasions, soit en recherchant systématiquement, nous présenterons ce catalogue à ceux qui ont des sous.

Envoyez-nous donc les dossiers que vous souhaiteriez voir financer. Si possible, avant le 15 septembre (mais il n'y a pas de dates limites, nous ajouterons au "catalogue" les projets au fur et à mesure qu'ils nous parviendront).

Dès que nous aurons trouvé un mécène intéressé, nous vous mettrons en relation avec lui et après... à vous de jouer.

QUELQUES CONSEILS.

- faire un dossier court, très beau (photos couleur très conseillées),
- bien énoncer,
 - . l'objectif recherché
 - . les moyens mis en oeuvre
 - . le résultat attendu (préciser les délais)
 - . le budget
 - . les concours obtenus, espérés ou souhaités
- ne pas oublier qu'un mécène, en général, veut financer un acte positif (éviter les campagnes contre...) et souhaite qu'il y ait du "concret" à la fin.
- bien indiquer qui contacter pour obtenir des précisions ou négocier (nom(s), adresse(s), numéro(s) de téléphone).

Le dossier idéal (mais parfois l'originalité prime !) comporte 4 fiches (objectifs, moyens, résultats, budget et concours).

Aidez-nous : envoyer vos dossiers sous forme de fiches insérées dans une feuille plastique comportant une perforation pour classeur (21 x 29,7)

VOUS AVEZ DES IDEES.

FAITES LES FINANCER.

N'OUBLIEZ PAS LE TITRE INCITATIF !

VEUILLEZ NOUS ENVOYER DES DOSSIERS COMPLETS A UTILISER TELS QUELS

urgent.

important

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE.

1° Le Conseil de Gestion du F.N.D.V.A. se réunira pour la dernière fois en 1985 au début de novembre. Il y a donc urgence à présenter de nouvelles demandes de subventions justifiées pour développer la vie associative au titre de :

- la formation de bénévoles responsables,
- les études, l'expérimentation et la recherche.

2° Pour aider les associations à présenter leurs dossiers, le Conseil d'Administration a désigné une commission composée de quatre administrateurs : Pierre GUY, animateur; Bernard SERVAIS qui l'assistera, Daniel CARDE et Charles TOUZAN.

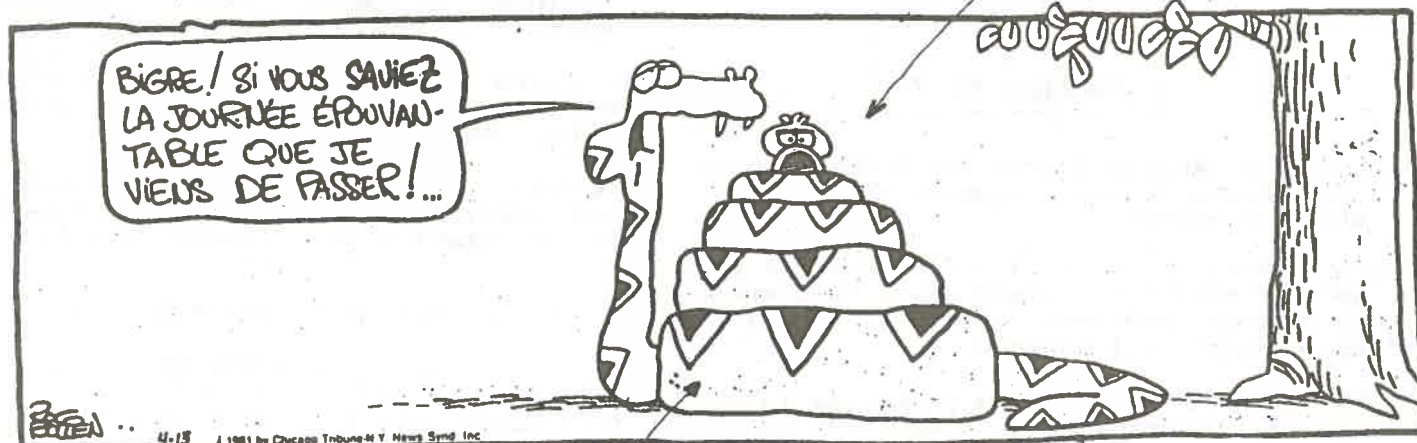
3° Claudine LOUIS gère l'ensemble des dossiers reçus à la FFSPN. N'hésitez pas à les consulter.

4° Rappel - Le Conseil de Gestion est paritaire : administration/association. Il convient donc, comme le prévoit l'instruction en votre possession, d'envoyer en même temps un exemplaire du dossier à la FFSPN et un exemplaire à Mme OPERIOL, Ministère de l'Environnement- 14, Bd du Gal Leclerc 92524 NUILLY/SEINE Cédex

Charles TOUZAN

CES DINGUES D'ANIMAUX par Roger Bollen

Secrétaire général
de la FFSPN



membre du CA de la FFSPN

ETUDES D'IMPACT, VERS LE FIASCO ?

EN MARS DERNIER, NOUS VOUS PROPOSIONS DE FAIRE UNE OFFENSIVE DE CHOC SUR LES SAISINES DES ÉTUDES D'IMPACT. RÉSULTAT : 8 ASSOCIATIONS NOUS ONT ENVOYÉ LA COPIE DE LEUR SAISINE,

"LA SAISINE N'INTÉRESSE PLUS PERSONNE, IL FAUT LA SUPPRIMER", TELLE EST LA RÉFLEXION "PROFONDE" D'UN FONCTIONNAIRE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT. "OH OUI, ON NE SAIT JAMAIS, ÇA PEUT EN PLUS ÊTRE DANGEREUX" LUI A ÉLÉGAMMENT RÉPONDU LE DISTINGUÉ FONCTIONNAIRE DU MINISTÈRE DE L'URBANISME QUI PARTICIPAIT AU DÉBAT,

LES ASSOCIATIONS VONT-ELLES PORTER LA RESPONSABILITÉ D'UNE TELLE ÉVOLUTION ? DEVRONS-NOUS RÉPONDRE À NOS SUCCESEURS "ON N'AVAIT PAS LE TEMPS",

RESSAISISSONS-NOUS ! RÉFLÉCHISSONS ! LORSQU'ON DEMANDE AUX ASSOCIATIONS D'ÉCRIRE AUX PARLEMENTAIRES SUR LA CHASSE, ON CONSTATE QU'AU MOINS 80% DES ASSOCIATIONS ONT RÉAGI. POURQUOI MÊME PAS 5% SUR LES ÉTUDES D'IMPACT ?

RE-SAISINE-ONS-NOUS !

LE PROJET DE RÉFORME SUR LES ÉTUDES D'IMPACT EST EN COURS D'ÉTUDE, C'EST LE MOMENT OU JAMAIS.

IMPORTANT

HALTE AU TRAFIC DES ESPECES

Le trafic des animaux et des plantes est une grave menace pour le patrimoine naturel que constitue notre planète.

Pour alerter l'opinion publique, la FFSPN sous l'égide du Ministère de l'Environnement, a édité 2 affiches :

- Attention visa exigé
- Attention rupture de stock



Les animaux sauvages
ne sont pas un souvenir
comme les autres.
Leur commerce est
strictement réglementé.
Renseignez-vous avant
d'acheter un animal.
Vous risquez d'être
bloqué en douane.

Attention visa exigé

Diffusez-les largement dans chacune
de vos régions.

Prix unitaire: 20 F (+6,50F de port)

35 F les 2 (+6,50F de port)

15 F l'unité à partir de 10 (20 F
de port)

12 F l'unité à partir de 50 (port
gratuit)

A commander à :

FFSPN
Service Promotion
57, rue Cuvier
75231 PARIS Cédex 05



Deux mille espèces
animales sont menacées.
Chaque année, l'une
d'elles disparaît.
Ne soyons pas
complices.
Pensez-y avant d'acheter
des souvenirs en plume,
poil, écaille, ivoire.

Attention rupture de stock